

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE CRITIQUE
SUR
L'INSAISSABILITÉ DU SALAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 19 Mars 1901 à 10 heures

PAR

JOSEPH HÉMARD

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. LYON-CAEN, professeur.
SALEILLES, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE CRITIQUE

SUR

L'INSAISSABILITÉ DU SALAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 19 Mars 1901 à 10 heures

PAR



JOSEPH HÉMARD

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. LYON-CAEN, professeur.*
SALEILLES, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

INTRODUCTION

I

Si c'est une nécessité pour le crédit que tout débiteur réponde de ses engagements sur l'ensemble de son patrimoine et que par suite toute créance d'un débiteur puisse être l'objet d'une saisie pratiquée par son créancier, le droit du créancier ne doit pas aller si loin qu'il empêche ou menace l'existence du débiteur. Des raisons d'humanité autant que des motifs d'intérêt public ou d'utilité sociale imposent à l'exercice rigoureux du droit des créanciers des exceptions ou des restrictions.

La loi a dès longtemps introduit de telles exceptions. Par humanité, elle a soustrait à la saisie certains biens nécessaires à l'existence du débiteur ou à l'exercice de sa profession (1). Elle a permis aux fonctionnaires d'échapper dans une mesure donnée à toute poursuite, parce qu'elle veut que le fonctionnaire garde son indépendance et occupe dignement son rang, et parce que « le service public est préférable à la commodité d'un ou de plusieurs créanciers » (2). Pour faciliter le développement de la marine

1. Art. 581, 592 C.P.C. — Comp. à l'égard du failli, art. 469-1^o, 474, 530 C. com.

2. Loyseau, *Des offices*, l. IV, ch. VIII, n^o 61, p. 389. — Loi du 9 ventôse, an XI.

marchande, elle a déclaré que les créanciers ne pourraient exercer leurs droits sur les salaires ou gages des marins (1).

Aucune exception n'avait été introduite en faveur des ouvriers avant la loi du 12 janvier 1895. On le comprend facilement car à l'époque de la rédaction des Codes, la classe ouvrière n'était pas constituée. Il était donné au XIX^e siècle de la voir se développer, progresser et venir réclamer sa place dans la législation. Dès le jour où elle a affirmé son existence, la classe ouvrière aurait pu prétendre à la faveur du législateur, et invoquer des raisons puissantes pour qu'une saisie sur le salaire ne vînt pas entraîner la ruine économique de l'ouvrier débiteur : l'effet d'une jurisprudence sachant répondre aux besoins sociaux retarda l'intervention du législateur.

II

Au lendemain de la promulgation des Codes, en l'absence de textes, il appartenait en effet à la jurisprudence de se prononcer sur la saisissabilité des salaires. Rationnellement, trois systèmes pouvaient être soutenus avec une gamme de variantes plus ou moins étendue : 1^o saisissabilité absolue ; 2^o insaisissabilité absolue ; 3^o saisissabilité partielle. Ces trois systèmes trouvèrent des partisans.

Saisissabilité absolue. — Pour soutenir la saisissabilité absolue, on s'en rapportait à une interprétation stricte des textes ; les salaires des ouvriers, les traitements des employés

1. Ordonnance du 1^{er} nov. 1745. — V. *infra*, p. 79.

n'étant pas affranchis des mesures d'exécution par une loi spéciale, on ne pouvait qu'appliquer les principes généraux et admettre les créanciers à pratiquer une saisie-arrêt. On montrait avec quelle extrême réserve la loi avait touché au gage des créanciers.

Invoquait-on contre la saisissabilité l'art. 581 C.P.C., on répondait en fixant la portée exacte de cette disposition (1). Parlait-on d'humanité ou d'équité, on reconnaissait qu'en législation de puissantes considérations pouvaient justifier la saisissabilité partielle, mais qu'il était impossible de la faire sortir de la loi seule. Le juge sans doute doit s'inspirer de l'équité si la loi ne s'y oppose pas ; sa principale mission, son devoir essentiel est de faire triompher la loi (2) et de la faire prévaloir même sur des sentiments d'humanité ou des raisons d'équité.

C'était l'opinion qu'admettait la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation dans un arrêt du 22 novembre 1853 (3). Mais la saisie de la totalité du salaire était trop inhumaine pour pouvoir résister longtemps aux nécessités de la pratique.

Insaisissabilité absolue. — On avait essayé d'écarter entièrement la saisie des salaires en soutenant soit que la saisie-arrêt des salaires non encore échus était impossible, soit que le salaire était une créance alimentaire et que la loi déclarait insaisissables les créances alimentaires, soit que le salaire ne constituait pas un bien saisissable.

1. V. *infra*, p. 6.

2. Rennes, 25 juillet 1840, D. 41. 2. 233.

3. S. 54. 1. 31. D. 53. 1. 321.

A. — Les salaires sont des créances purement éventuelles ; ils ne font point partie de l'avoir du débiteur, aussi ne peuvent-ils être l'objet d'une saisie-arrêt. Cela est tellement vrai qu'il dépend du débiteur de rendre toute saisie sans effet, en n'exécutant pas l'ouvrage qu'il s'était engagé à faire, et par suite en ne gagnant pas le salaire (1). L'ouvrier ne peut engager que les produits de son travail à mesure qu'ils lui sont acquis ; la saisie ne pourra porter que sur ces produits acquis. Autrement, il engagerait son travail, sa liberté d'agir serait atteinte. La certitude de son existence serait compromise si on autorisait la saisissabilité absolue, et même on lui rendrait impossible le travail (2). On prétendait trouver dans l'art. 557 C. P. C. une limitation à l'article 2092 C. C. ; l'art. 557 repousse l'exécution sur les biens à venir quand il se borne à dire que « tout créancier peut saisir entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur.... » ce qui semble exclure les biens à venir.

A cette théorie il était facile de répondre.

L'ouvrier a, en fait, la faculté de ne pas remplir son obligation, de ne pas gagner son salaire, mais on ne peut pas prendre en considération cette faculté qu'il n'a pas en droit. Il est lié par ses engagements comme le patron l'est par les siens, et, la possibilité du refus d'exécution ne peut détruire l'effet légal du contrat. Ce contrat existe, il assure à l'ouvrier comme au patron des droits présents et à venir, les créanciers sont fondés à y voir un gage actuel de leurs créances (3). Bien que non exigible du tiers saisi. et condi-

1. V. les motifs du pourvoi sous Cass., 23 nov. 1853, précité.

2. Devilleneuve, note S. 38. 2. 10.

3. Lacan et Paulmier, *Traité sur la législation et la jurisprudence*

tionnelle (sous la condition que le patron donnera du travail et que l'ouvrier effectuera ce travail) la créance des salaires non échus est en germe, elle n'existe pas seulement en projet, elle n'est pas une simple espérance, elle peut donc être l'objet d'une saisie. Il est vrai que ce n'est qu'au fur et à mesure de l'accomplissement du travail ou de la prestation des services que sont payables les salaires, mais ils sont déjà dus en principe, — en vertu d'un contrat par lequel le saisi a promis ce travail ou ces services. Dans les exploits de saisie-arrêt, le saisissant fait défense au tiers saisi de payer ce qu'il doit ou devra au saisi. Mais la saisie-arrêt n'est valable qu'à la condition qu'il y ait un droit pré-existant au profit du saisi sur le tiers saisi, droit provenant d'un contrat déjà formé, exprès ou tacite (1). Dès la conclusion du contrat, le droit de créance de l'ouvrier existe, il est saisissable et cessible, — seulement le contenu du contrat n'est pas encore définitif.

Quant à dire que la saisie fait que l'ouvrier emploie sa force de travail pour son créancier, c'est simplement reconnaître que l'ouvrier est débiteur et qu'il est obligé de travailler pour acquitter sa dette.

Ce système ne trouva pas d'écho en France ; invoqué devant la Cour de cassation, il fut repoussé par elle dans l'arrêt précité du 22 novembre 1853. Il fut, au contraire, l'objet de longues discussions en Allemagne, où l'on alla jusqu'à

des théâtres, n° 214 et suiv., comp. note, D. 93. 2. 289. — Sur la cession ou la saisie d'une créance future, v. la note de M. Wahl S. 96. 2. 185.

1. T. civ., Seine, 8 nov. 1887 et 26 nov. 1892 ; Paris, 6 février 1893, D. 93. 2. 289.

qualifier de « non-sens juridique » la saisie des salaires futurs (1).

B. — De l'art. 581 C. P. C. on avait voulu faire découler l'interdiction absolue de la saisie des créances alimentaires ; la loi n'ayant pas en vue de mentionner des exceptions, mais d'énoncer des cas d'application. Or le salaire a pour l'ouvrier, comme les appointements ou traitements pour l'employé, le caractère d'une créance alimentaire puisqu'il constitue la seule ressource pour assurer la vie et l'entretien de sa famille.

C'était dépasser la portée de l'art. 581 C. P. C. qui déclare insaisissables les sommes et pensions pour aliments « encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables ». Il était contraire aux principes d'interprétation logique de détacher la seconde partie de la phrase pour considérer les premiers mots comme posant une règle absolue. L'exception contenue dans l'art. 581 n'est pas applicable à toutes les sommes qui ont un caractère alimentaire, elle est restreinte aux cas où ces sommes ont été constituées par donation ou par testament, alors même que ces actes ne les déclarent pas insaisissables (2). L'insaisissabilité prévue par l'art. 581 ne concerne que les créances alimentaires ayant leur source dans une libéralité.

C. — Tout débiteur est tenu de remplir ses engagements sur ses biens présents et à venir, mais le salaire d'un ouvrier n'est pas un bien proprement dit. « Attendu, dit un juge-

1. V. *infra*, p. 33.

2, Le sens de l'art. 581-40 est déterminé et précisé par les art. 581-30 et 582 C. P. C. — Cass., 22 nov. 1853, S. 54. 1. 34, D. 53. 1. 321. *Contra* Cass., 28 janvier 1850, D. 50. 1. 62. S. 50. 1. 390.

ment du Tribunal de Marseille de mai 1855 (1), qu'il est autant de droit civil que de droit naturel que l'homme s'alimente par le travail; d'où la conséquence que la portion du produit de ce travail, indispensable à l'alimentation, ne saurait constituer un bien dans la signification juridique du mot; qu'un bien suppose en effet la création préalable d'un capital tandis que les aliments se consommant jour par jour ne peuvent arriver à former un bien dans le sens légal de cette expression; Attendu que les capitaux mobiliers et immobiliers du débiteur sont susceptibles d'exécution en entier, sans déduction pour aliments, précisément parce que le capital primitif du temps et du travail reste au débiteur pour sa nourriture... » Cette décision est restée isolée (2), mais elle est significative parce qu'elle prouve qu'on sentait déjà le besoin d'adoucir une application trop rigoureuse des principes généraux du droit de saisie, et qu'on souscrivait difficilement à la doctrine si sévère de la Cour de cassation.

Tous les systèmes proposés à l'appui de l'insaisissabilité absolue des salaires et des traitements avaient échoué; la jurisprudence les écarta. Il en resta cependant la nécessité pour la validité de la saisie ou de la cession, que la créance des salaires fût née à l'occasion d'un contrat déjà formé et encore existant. — En fait, dès que la Cour de cassation eut adopté le principe de l'insaisissabilité, dans la mesure où le salaire avait un caractère alimentaire, la jurisprudence reconnut l'insaisissabilité entière dans des cas où la modicité du salaire l'imposait.

1. Cité dans S. 60. 1. 502.

2. On tenta de même, en Allemagne, de prétendre que le salaire ne pouvait être saisi ainsi que quand il était devenu un capital. — V. *infra*, p. 104.

Système de la jurisprudence. — La jurisprudence est, par sa nature, science de l'action ; elle se base, sur des faits de la vie sociale, les analyse, les pénètre dans leurs éléments intimes et profonds pour ordonner et orienter vers le but désirable les relations qui en résultent. Aussi les solutions qu'elle pourrait déduire d'une façon certaine, incontestable des textes législatifs, peuvent se trouver influencées par la matière même à interpréter, par la nature des choses. Certes, la principale mission du juge est de faire respecter la loi, d'en assurer l'exécution, et non de la juger, mais est-ce vraiment répondre à l'intention du législateur que de refuser la protection qu'il a accordée pour une hypothèse, dans un cas qu'il n'a pas prévu ni pu prévoir. Le juge est avant tout un interprète. — C'est un fait bien connu que fréquemment les jugements ouvrent la voie à la loi écrite, qu'ils en préparent la disposition en montrant la nécessité d'admettre une règle nouvelle, en suggérant son contenu. Le droit progresse grâce à une évolution combinée des faits, des jugements et finalement des textes (1). Au contact de la vie sociale, la jurisprudence sent les heurts et s'efforce de les atténuer ou de les éviter ; dès qu'elle est parvenue à satisfaire aux intérêts vitaux de la société, chaque jour son opinion s'affirme avec plus de force. Elle arrive à vaincre les résistances, à désarmer les critiques, et si elle est régulière, alors même qu'elle rompt avec une interprétation logique des textes, en voulant répondre à d'autres exigences essentielles, elle peut entrer dans les mœurs et s'y ancrer si profondément qu'elle acquière la force d'une loi. Il en a été ainsi

1. F. Gény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif* Paris, 1899, p. 438.

de la jurisprudence concernant la saisie des salaires des ouvriers, des traitements des employés.

L'œuvre du législateur était trop incomplète, trop imparfaite, elle répondait trop mal au développement de la grande industrie. La jurisprudence va recueillir tout ce que peuvent contenir d'humanité, de bienveillance les dispositions relatives au paiement et à la saisie-arrêt contenues dans nos Codes ; elle va tracer le chemin que suivra le législateur.

1^o Le sentiment d'humanité qui a dicté l'art. 592 C.P.C. serait illusoire si le produit du travail du débiteur pouvait être frappé de saisie. La loi qui ne veut pas qu'on empêche l'ouvrier (1) de travailler en saisissant les livres, instruments et outils nécessaires à l'exercice de la profession ou de l'état du débiteur, ne peut vouloir qu'on l'empêche de travailler et de vivre « en saisissant son pain ». Le droit d'exécution des créanciers ne peut être considéré comme sans limites, il ne devrait plus s'exercer s'il mettait en danger l'existence du débiteur. Un certain minimum doit être épargné, car on admettrait difficilement que le législateur ait pu vouloir que le travail d'un homme fût si complètement affecté à l'acquittement de ses dettes qu'il ne pût même pas prélever sur le ~~salaire~~ journalier de quoi subvenir aux plus importants besoins de sa famille (2).

C'est l'intérêt du débiteur puisque sa vie est mise en jeu ; c'est aussi l'intérêt du créancier, des poursuites rigoureuses enlèvent à l'ouvrier les ressources qui lui sont indispensables pour subsister, et compromettent son travail. Quelle comparaison facile pour ceux qui sont portés à peindre

1. Ce que nous disons de l'ouvrier s'applique toujours à l'employé.

2. Mimerel, *Rev. crit.*, 1854, t. V, p. 497.

sombrement le sort de l'ouvrier, que celle de l'ouvrier saisi et de l'esclave ! La situation de ce dernier était même préférable : lorsque le droit romain permettait au créancier de réduire son débiteur à l'esclavage, du moins l'obligeait-il à lui assurer sa subsistance. Sans remonter si haut dans le passé, en cas de contrainte par corps, le créancier ne doit-il pas procurer au débiteur en prison l'entretien nécessaire. Ici, au contraire, le débiteur est laissé à l'entière discrétion de son créancier.

En Allemagne, on s'était fondé sur un raisonnement tout juridique : celui qui veut des fruits doit supporter les frais nécessaires à la conservation de la chose qui les produit et à leur récolte. De même, le droit sur les produits du travail impose l'obligation de nourrir le travailleur (1). Sur-tout, on rappelait les dispositions légales sur la saisie, sur les faillites pour en conclure que l'exécution ne peut aboutir à l'anéantissement complet du débiteur.

2° L'art. 1244 du Code civil confère au juge le pouvoir d'accorder des délais pour le paiement d'une dette, et cela comprend le pouvoir d'autoriser des paiements partiels. C'est un principe d'humanité que pose le législateur, le juge ne doit l'appliquer que dans des circonstances graves et quand il croira vraiment faire par là un acte d'humanité (2). Quelle circonstance plus impérieuse que celle d'assurer à un individu son existence ? — A l'égard de l'ou-

1. De nombreux textes romains étaient cités à l'appui. *Fructus hominis in operis consistunt* (l. 4, D. de operis, servorum, l. 7, t. 7.). *Hoc fructuum continetur quod justis sumptibus deductis superest* l. 1. Code de fructibus, l. 7, t. 53. — l. 7, § 16, D. de soluto matrimonio, l. 24. t. 3. — Koch, p. 44 et suiv.

2. Marcadé, sous l'art. 1244, t. IV, n° 694.

vrier, l'autorisation de paiements partiels aboutira à permettre au débiteur de laisser à chaque paye une partie de son salaire pour désintéresser son créancier, tout en gardant pour lui la partie strictement nécessaire à son existence (1).

3° Dans une pensée d'équité et en vue du bon fonctionnement de l'administration, de la continuité du service public, la loi du 9 ventôse an XI avait restreint la limite dans laquelle pouvaient être saisis les traitements de certains fonctionnaires de l'Etat. Il y avait une inégalité choquante à laisser le salaire de l'ouvrier, si minime fût-il, saisissable pour le tout. Le prix que l'ouvrier reçoit de son travail a un caractère alimentaire au même titre que les appointements parfois fort élevés des serviteurs de l'Etat (2).

En réalité, le silence de la loi pour les salaires ne tenait pas à un motif d'exclusion, mais de pure omission ; il ne semblait pas utile au législateur de s'en occuper parce que la classe ouvrière n'était pas encore arrivée au développement qu'elle a atteint au cours du XIX^e siècle. Comment supposer que cette faveur qu'on refuserait à l'ouvrier libre, une décision ministérielle du 7 janvier 1806 ait pu l'accorder au prisonnier? — L'Etat ne peut pas plus se désintéresser de la situation économique des ouvriers, qu'abandonner ses serviteurs de telle sorte qu'ils ne puissent soutenir leur situation ou suffire aux exigences du service.

4° Enfin, la saisissabilité absolue constitue un danger

1. Le droit rhénan, soumis à l'empire du Code civil de 1804, invoquait ce seul article 1244 et validait les paiements échelonnés. — Schlink *Kommentar der französischen Civilprozessordnung*, 1845, t. IV, p. 44.

2. Les législations étrangères ont toutes accordé par acte de souveraineté ou par privilège, l'insaisissabilité d'une partie de leurs traitements aux fonctionnaires publics.

social, elle n'est pas seulement inique, elle est immorale et dangereuse (1). L'ouvrier, sous le coup d'une saisie, aimera mieux ne pas travailler. Or, autant le travail a une valeur morale, autant l'inaction et la paresse sont démoralisantes et mauvaises conseillères. Il faudrait supposer chez un ouvrier une éducation morale bien grande, un courage bien ardent pour qu'il en arrive à considérer le travail comme « la fin naturelle de l'homme », à s'abstraire des réalités de la vie à ce point que le goût du travail pût subsister chez lui à la disparition de toute rémunération. Le chômage amènera la misère, l'ouvrier deviendra un révolté, vite conduit à la mendicité et au vol. « L'homme en état de société, dit le jugement du Tribunal de Marseille déjà cité (2), n'a d'autre capital primitif pour se procurer sa subsistance que l'emploi utile de son temps par un travail manuel ou intellectuel; un homme ne pouvant exister sans aliments, le premier produit de son travail a forcément cette destination, sous peine, pour l'individu qui ne veut pas travailler ou qui ne peut jouir du produit de l'emploi de son temps, d'être hors de la société et de rentrer dans l'état de nature qui lui aurait procuré des aliments par des voies auxquelles les lois de la société l'obligent de renoncer. »

Il ne s'agit pas, en effet, d'une sentimentalité qui porterait le droit à des adoucissements, c'est le témoignage d'une conscience juste et saine des nécessités sociales qui

1. Comp. Stadthagen, *Das Arbeiterrecht*, Stuttgart, 1900, p. 155. — P. Pic, *Traité élém. de légis. indust.*, p. 346. « Plutôt que de succomber, les ouvriers ainsi privés du fruit de leur travail, se jettent dans la mendicité et dans le vol... »

2. S. 60. 1. 502. — V. *suprà*, p. 7.

inspire le respect et mérite d'être prise en considération (1).

Les Tribunaux proclamèrent donc l'insaisissabilité dans la mesure où le salaire était nécessaire aux besoins de la famille ouvrière (2); des résistances subsistèrent cependant jusqu'au jour où la Cour de cassation vint faire prévaloir ces idées de modération et d'humanité.

Dans un arrêt du 10 avril 1860, la Chambre civile reconnaît au juge, pourvu qu'il en use avec une grande réserve, le pouvoir d'apprécier « si les traitements ou salaires, en raison de leur nature et de la position du débiteur, peuvent être considérés comme alimentaires, et à ce titre affranchis soit pour partie, soit pour le tout, suivant les circonstances, des effets de la saisie » (3). A dater de cet arrêt, la jurisprudence est fixée dans le sens de la saisissabilité partielle, et elle en arrive à poser en principe que quiconque a besoin de ce qu'il a pour subsister n'en peut être privé, que toute créance présentant un caractère alimentaire, quelle que soit d'ailleurs son origine, est insaisissable (4).

Seules, les créances dérivant d'une obligation alimentaire

1. Comp. Tanon, *L'évolution du droit et la conscience sociale*, 1900, p. 461.

2. Paris, 29 juillet 1811 ; Lyon, 13 mai 1839, S. 40. 2. 79, D. 40. 2. 56 ; Paris, 7 juillet 1843, S. 43. 2. 494, D. 43. 2. 166 ; Rouen, 26 mars 1859, D. 59. 2. 157, S. 60. 2. 135.

3. S. 60. 1. 502, D. 60. 1. 166.

4. La Chambre des Requêtes, revenant sur son opinion, adopta les arguments de la Chambre civile par un arrêt du 29 mai 1878, D. 79. 1. 22. S. 79. 1. 64. — En ce sens Alger, 23 nov. 1867, S. 68. 2. 85 ; Bordeaux, 27 nov. 1871, D. 72. 5. 395 ; Caen, 21 janv. 1869, D. 74. 5. 440 ; Paris, 4 mars 1893, D. 93. 2. 264 ; Bordeaux, 11 mars 1892, D. 92. 2. 595 ; Caen, 19 juin 1893, D. 94. 2. 318 ; Lyon, 24 janvier, 1895, D. 96. 2. 45.

peuvent prétendre à la saisissabilité sur la totalité des salaires ou traitements (1).

Mais l'insaisissabilité serait un remède imparfait s'il restait possible à l'ouvrier de céder son salaire. Il eût été trop facile alors de tourner la limite de la saisissabilité, les créanciers n'auraient eu qu'à se faire consentir une cession par l'ouvrier dans l'embarras qui ne l'aurait jamais refusée. La jurisprudence se contenta de rappeler que, malgré la cession, l'ouvrier ne renonçait pas à invoquer le bénéfice de l'art. 1244 C.C. qui est d'ordre public, et que le juge était toujours libre de permettre au débiteur d'espacer les paiements.

Les ouvriers et les employés se trouvaient désormais protégés contre les poursuites excessives de leurs créanciers, ils étaient assurés que leur travail leur profiterait, qu'ils pourraient, avec leurs salaires ou traitements, vivre et faire vivre leur famille, et cette assurance s'affirmait chaque jour plus nettement avec la notion mieux établie de l'insaisissabilité des créances alimentaires.

Aussi, les tempéraments apportés par la jurisprudence à la rigueur des principes restèrent longtemps suffisants, mais à l'épreuve, l'application de cette jurisprudence fit apparaître des inconvénients graves qu'il n'était plus possible au juge d'éviter et qui étaient seulement du ressort du législateur.

1. Bordeaux, 12 juillet 1880, D. 80. 2. 232 ; Trib. civ. Seine, 28 déc. 1891. *Contrà*, Paris, 10 août 1882, D. 92. 2. 29.

III

Comme l'examen critique de la loi du 12 janvier 1895 fait l'objet de notre étude, nous devons montrer d'abord les causes qui avaient appelé l'intervention du législateur et les systèmes entre lesquels il lui était possible de choisir. Nous nous attacherons surtout à faire ressortir les vices du principe de la saisissabilité, et après avoir conclu à la nécessité de consacrer le principe de l'insaisissabilité absolue, nous en tracerons le fonctionnement et l'étendue. Et puisque la marche vers l'insaisissabilité semble s'être accentuée, puisqu'aussi bien c'est elle qui est vraiment en question, et comme en France nous avons subi l'expérience soit de la saisissabilité entière, soit de la saisissabilité partielle, nous ferons appel aux législations étrangères qui ont admis le principe de l'insaisissabilité absolue, nous demandant si l'épreuve des autres, ayant donné des garanties sérieuses d'efficacité et de sûreté, ne nous est pas un avertissement, un conseil et un guide. Sans nous contenter d'une simple nomenclature des textes législatifs à l'étranger, nous rappellerons les besoins juridiques ou sociaux auxquels ils ont répondu et qui les ont fait naître, l'accueil qu'ils ont reçu et les effets qu'ils ont produit. La législation comparée offre, en matière de questions ouvrières, un champ d'expérience très profitable quand il s'agit d'apprécier les résultats obtenus par un système qu'on tend à adopter et qui déjà est appliqué dans un pays étranger.

CHAPITRE PREMIER

LES INCONVÉNIENTS DU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

LA LOI DU 12 JANVIER 1895

Le système de la jurisprudence avait des avantages : sa souplesse lui permettait de s'accommoder aux circonstances, de tenir compte des habitudes, des professions, des milieux. Le juge de fait se décidait en connaissance de cause ; l'application individuelle de la règle posée assurait une adaptation plus équitable, une justice plus exacte donnant pleine satisfaction aux divers intérêts en jeu. On comprend donc que des fonctionnaires cherchèrent à s'en prévaloir en demandant au juge d'apprécier la quotité des sommes saisies qui devait être considérée comme alimentaire et par conséquent affranchie des effets de la saisie (1).

Mais de graves inconvénients se révélèrent.

On répétait volontiers que le débiteur saisi était à la merci d'un revirement de la jurisprudence, revenant à la

1. T. civ. Saint-Nazaire, 9 janvier 1892, Pand., 93. 2. 55. Cette prétention fut repoussée, car elle supposait l'abrogation de la loi du 9 ventôse l'an XI par le système de la jurisprudence.

stricte interprétation des textes. Mais n'était-ce pas purement hypothétique et particulièrement difficile à admettre, sachant avec quelle unanimité les Cours et Tribunaux s'étaient ralliés à la solution de la Cour de cassation, et étant donné, d'autre part, le développement de la classe ouvrière, son avènement à la puissance politique, son droit de jour en jour plus fortement reconnu d'aspirer à une protection contre les abus. Il faut cependant reconnaître que l'art. 1244 C. c. n'étant qu'une faculté pour le juge, s'il refusait d'user de son pouvoir, le débiteur ne pouvait se plaindre quelque dure que fût sa décision ; encore était-il nécessaire pour cela que seul l'art. 1244 fût invoqué en vue de justifier la saisissabilité partielle.

L'inégalité d'application, suivant les tribunaux, présentait un inconvénient plus réel. Créanciers et débiteurs ne savaient pas exactement sur quelle portion pouvait porter la saisie. La possibilité d'une évaluation trop large laissait place à l'arbitraire du juge. Toutefois, cette inégalité n'était pas sans raison, les habitudes et les nécessités de la vie dans une localité avaient vite imposé une règle uniforme, toujours appliquée ; c'est ainsi qu'à Paris, la quotité saisissable était en principe d'un cinquième (1). Mais pour le créancier saisissant, il restait à craindre que le tribunal ne reconnût à la somme saisie-arrêtée entière le caractère alimentaire, — ce qui était certain dès que l'ouvrier et l'employé avaient de lourdes charges de famille ou quand le salaire était minime.

1. T. civ. Seine, 9 déc. 1892. Le Droit du 28 déc. 1892 ; Paris, 14 mars 1894. D. Répert. suppl. v^o Saisie-arrêt n^o 75, note.

Chaque espèce demandait une solution spéciale ; autant de saisies, autant de procès. Cette nécessité de s'adresser aux Tribunaux, l'indisponibilité complète où se trouvait le salaire, les difficultés de la procédure de saisie-arrêt, et surtout les frais énormes mis à la charge de l'ouvrier constituaient des défauts sérieux (1).

A. Pendant la durée de l'instance et dès que le créancier avait, par la saisie-arrêt, fait opposition sur le salaire dû par le patron à son ouvrier, le patron ne payait plus que sous sa propre responsabilité, c'est-à-dire qu'en fait, il refusait de payer aucune partie des salaires entre les mains de l'ouvrier, ne voulant pas s'exposer au risque de payer deux fois.

L'ouvrier devait prendre l'initiative d'une action en justice pour demander la mainlevée ou la réduction de la saisie. Il obtenait l'assistance judiciaire, mais elle ne lui apportait pas un grand soulagement, car il devait compter avec les lenteurs de la justice et alors « la famille mourait de faim, l'ouvrier découragé quittait son travail, le créancier perdait son débiteur et les frais de la consultation équitable absorbaient le salaire saisi » (2).

B. La procédure de saisie-arrêt était trop compliquée (art. 557 et suivants C.P.C.). Dans la huitaine de l'exploit de saisie-arrêt, il fallait en faire la dénonciation à l'ouvrier débiteur et l'assigner en validité devant le tribunal de première instance. Une contre-dénonciation au tiers-saisi sui-

1. V. sur ce qui suit, les observations présentées par M. Jay au Conseil supérieur du travail, juin 1900, compte rendu des séances, p. 423 et 424.

2. Rapport Régismanset du 29 juin 1894 ; Sénat, Ann. 1894, n° 138.

vait, huit jours après la dénonciation, avec assignation en déclaration affirmative au sujet de la dette dont le tiers-saisi était tenu vis-à-vis du débiteur principal.

Trois exploits d'huissier au moins étaient nécessaires. Puis la procédure s'engageait devant le Tribunal, chaque partie constituait avoué.

A l'égard du débiteur saisi, le créancier saisissant demandait que la validité de la saisie fût prononcée ; à l'égard du tiers-saisi, il demandait qu'on lui fît reconnaître sa dette et qu'on le condamnât à payer entre ses mains ce qu'il devait au saisi. Un jugement devait régler ces différents points.

Si de nouveaux créanciers intervenaient, chacun faisait une opposition et après que le jugement de validité de la saisie avait été prononcé, il fallait procéder à une distribution des sommes retenues par une répartition amiable en cas d'entente, et à défaut, par ordre judiciaire. Une nouvelle instance pouvait s'ouvrir avec la procédure d'ordre, un nouveau jugement était nécessaire.

Compliquée, difficilement maniable, la procédure ordinaire de la saisie-arrêt était aussi fertile en incidents et conflits imprévus.

C. Le recours aux Tribunaux nécessaire pour obtenir le cantonnement des effets de l'opposition entraînait donc des frais considérables, hors de proportion avec les créances et avec les sommes retenues. L'obligation se trouvait ne plus former qu'une très faible part dans le total obtenu avec les frais de timbre, les droits d'enregistrement, les honoraires d'huissier et d'avoué. Pour une dette de 20 francs, en pré-

sence d'un seul créancier, les frais s'élevaient à 200 francs, et si plusieurs créanciers intervenaient, le chiffre s'augmentait encore en raison de leur nombre (1).

Mais, on doit le dire, la pratique avait essayé d'obvier à ces inconvénients (2). Souvent, une simple opposition, l'exploit de saisie-arrêt suffisait pour amener un arrangement et un procès était évité. Le débiteur reconnaissait sa dette, le tiers-saisi consentait à faire des retenues. Cependant, le patron n'avait pas toujours cette complaisance, parfois il signifiait à l'ouvrier son renvoi à défaut d'entente avec son créancier, et cette menace de renvoi avait pour effet ordinaire de provoquer un accord. Ces solutions tournaient à l'avantage de tous, elles supprimaient les complications d'une saisie et se réduisaient en définitive à une cession par simple entente.

Alors même que la saisie était formée et que la procédure allait s'engager, certains tribunaux avaient pris soin de régler le séquestre judiciaire et l'ouvrier pouvait toucher une partie de son salaire (3).

Ces remèdes n'en étaient pas moins insuffisants et de plus ils ne pouvaient pas toujours être employés.

La première proposition d'intervention législative remonte à 1882, mais on espérait faire rentrer la réforme dans la modification, déjà en projet, de la saisie-arrêt. Comme

1. Desailly, thèse Paris, 1896 p. 2 ; Bender, *Quest. prat. de légis. ouv.* 1900, p. 29.

2. Lyon-Caen, *Rapport sur le projet de loi concernant les salaires des ouvriers et employés.*

3. Bender, *l. c.*, p. 23. — On avait essayé de porter la demande en mainlevée ou en réduction devant le juge des référés, mais les Tribunaux s'accordaient à le déclarer incompétent.

les propositions se succédaient rapidement (1), le gouvernement chercha à réunir tous les documents utiles à l'examen de la question et décida de procéder à une enquête. Une circulaire du Ministre du commerce du 15 mars 1890 invitait les Chambres de commerce, les Chambres consultatives des arts et manufactures et les Conseils de prud'hommes à répondre à un certain nombre de questions et soumettait à leur appréciation quelques propositions de loi. Une commission extraparlamentaire fut chargée de prendre connaissance des réponses reçues et d'élaborer un projet de loi ; un rapport fut présenté au nom de cette commission par M. Lyon-Caen. — La question de la saisie des salaires fut soumise au Conseil supérieur du travail à la session de février 1891 et y donna lieu à de longues discussions (2). On s'accordait à reconnaître l'utilité d'une loi (3), et le gouvernement déposa un projet de loi le 16 juin 1891. Des

1. Propos. Rémoiville du 26 déc. 1882, Ch. des dép. Ann. 1883, n° 1596, p. 35 ; Propos. Brugeilles du 12 déc. 1885, Ch. Ann. 1886, n° 205, p. 668 ; Propos. Laur, Basly du 27 oct. 1886, Ch. Ann. 1887, n° 2 066, p. 517 ; Propos. Jacquier du 2 avril 1887, Ch. Ann. 1887, n° 1.733, p. 716 et Rapport sommaire par M. Rémoiville du 16 juin 1887 ; Ch. Ann. 1887, n° 1843, p. 903 ; Propos. Tellier de Poncheville du 5 déc. 1889, Ch. Ann. 1889, n° 143, p. 268 ; Propos. Jacquemart du 10 déc. 1889 et Rapport sommaire du 23 janv. 1890, Ch. Ann. 1889, n° 167, p. 353 et 1890, n° 293, p. 257 ; Rapport sur les Propos. Jacquemart, Thellier de Poncheville du 13 nov. 1890 Ch. Ann. 1893, n° 992, p. 1259.

2. Cons. sup. du travail 1^{re} session, 1891, p. 195.

3. Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 42 ; Le Saulnier, *Des ouvriers des usines et des manufactures au point de vue économique et juridique*, Paris 1888, p. 298 ; Desjardins, *Le Code civil et les ouvriers*, Revue des Deux Mondes, 1888, p. 382 ; Rapport de M. Lyon-Caen (sur 190 réponses des corps constitués consultés en vertu de la circulaire ministérielle, 19 seulement estimaient suffisante la jurisprudence).

propositions nouvelles vinrent s'y ajouter (1), et après plusieurs délibérations, le projet du gouvernement modifié devint la loi du 12 janvier 1895.

Solutions qui s'offraient au législateur. — On avait d'abord pensé qu'il ne s'agissait que d'une réforme de procédure. La compétence aurait été attribuée au juge de paix pour procéder au débat entre le créancier et le débiteur sur la somme à saisir, rapidement, sans frais, sur un simple billet d'avis et en vertu d'une ordonnance du juge.

Quelques auteurs de propositions de loi estimaient qu'il suffisait de déterminer une quotité saisissable pour parer aux principaux inconvénients que présentait le système jurisprudentiel, et rappelaient l'exemple de la Belgique qui avait borné à cette fixation d'une quotité saisissable la réforme de la saisie du salaire, dans la loi du 18 août 1887 (2).

1. Proposition Loustalot, du 12 mars 1891, Ch. Ann. 1893, n° 1501, p. 720 ; Ch. séances du 10 juin 1891 ; Projet de loi du 16 juin 1891, Ch. Ann. 1891, n° 1506, p. 1430 ; Sénat dépôt du projet 18 juillet 1893, Sénat Ann. 1893, n° 285, p. 685 ; Propos. Chiché du 27 février 1893, Ch. Ann. 1893, n° 2608, p. 168 ; Rapport complémentaire Jacquemart du 2 mai 1893, Ch. Ann, n° 2717, p. 824 ; Rapport Vival du 16 mai 1893 au nom de la Commission, Ch. Ann. 1893, n° 2743, p. 839 ; Discussion à la Chambre, séance du 27 juin 1893, au Sénat, séance du 18 juillet 1893 ; Propos. Plichon, du 30 nov. 1893, Ch. Ann. 1893, session extraordinaire, n° 68, p. 97 ; Rapport Régismanset du 29 juin 1894, Sénat Ann. 1894, n° 138, p. 176 ; Délibérations au Sénat, séances du 26 octobre et 27 novembre 1894 ; Amendement Chovet, Sénat, débats parlem., 1894, p. 921 ; Projet de loi adopté par le Sénat, présenté à la Chambre le 17 décembre 1894, Ch. Ann. 1874, n° 1080, p. 2218 ; Rapport Rose, du 22 décembre 1894, Ch. Ann. 1894, n° 1103, p. 2240 ; Chambre, séance du 27 décembre 1894.

2. Propos. Remoiville, Brugeilles, Laur, Jacquier, Loustalot, Chiché.

On s'aperçut vite qu'il fallait distinguer les deux questions de quotité saisissable et de procédure pour les traiter séparément. La question de cessibilité était liée à la question de quotité, mais les problèmes que soulevait le droit de compensation du patron n'apparurent que plus tard (1).

Sur la question de procédure, l'entente fut facile. On avait objecté que la réforme allait troubler l'harmonie de notre législation en supprimant sous prétexte de simplification des formalités reconnues nécessaires pour la garantie des plaideurs et que l'équilibre budgétaire serait compromis par la diminution des droits de timbre et d'enregistrement. Ces raisons avaient suffi au législateur belge pour lui faire abandonner toute modification de la procédure. Elles ne prévalurent pas en France contre l'intérêt de la classe ouvrière, et l'on s'accorda à reconnaître la nécessité de la substitution de la compétence du juge de paix à celle du tribunal de première instance et de la simplification des actes de procédure (2).

Le projet du gouvernement voulait même que la procédure simplifiée s'appliquât à toutes les saisies-arrêts de traitements, quel qu'en fût le montant. Certains conseils de prud'hommes avait demandé qu'on leur attribuât la compétence, mais leur prétention fut repoussée en raison des difficultés spéciales de procédure qui pouvaient se présenter (3).

1. Projet du gouvern. du 16 juin 1891. Le projet Plichon refusait toute compensation au patron.

2. V. notamment les propositions Thellier de Poncheville et Jacquemart.

3. Rapport de M. Lyon-Caen, précité.

En ce qui concerne la quotité saisissable, les propositions et projets de loi se divisaient complètement.

De la saisissabilité absolue, il ne pouvait plus être question ; on avait lutté contre elle et c'était son abandon que devait consacrer la loi. On ne parlait pas non plus d'insaisissabilité absolue du salaire (1) on se préoccupait avant tout de concilier les intérêts en présence, on cherchait à établir une balance entre le droit du créancier et l'intérêt de l'ouvrier. Le droit du créancier ne doit pas mettre en danger l'existence du débiteur ; c'est l'exercice abusif de ce droit qu'on veut éviter, et quand ce danger n'existe plus, le créancier peut faire librement valoir son droit.

Donc, le législateur va rechercher la limite équitable jusqu'où la saisie est permise à partir de laquelle l'existence de la famille ouvrière serait compromise. On ne peut pas faire de l'ouvrier un incapable, on ne veut pas en faire un malheureux. Il lui reste possible de s'engager et de répondre de ses engagements, et ceux qu'on était en droit de considérer comme représentants des intérêts des ouvriers, envisageaient l'insaisissabilité absolue comme une injure faite à la capacité, à la responsabilité de l'ouvrier.

Il ne restait que des systèmes intermédiaires. Les principes du paiement et de l'exécution avaient dû céder sous la pression des faits. Des considérations d'une nature non juridique mais sociale, faisaient apparaître nécessaire et juste de limiter la saisie des salaires de l'ouvrier par son créancier. Mais jusqu'où devaient aller ces considérations,

1. La proposition Jacquier admettait l'insaisissabilité jusqu'à 2.400 francs, et la saisissabilité d'un cinquième pour les salaires dépassant cette somme.

dans quelle direction devaient-elles s'exercer le plus conformément au but cherché ?

I. — Partant de la saisissabilité absolue et satisfait des résultats obtenus par la jurisprudence, on aurait pu confirmer la saisissabilité du salaire dans la mesure où il n'aurait pas un caractère alimentaire (1), — au besoin fixer une somme que l'ouvrier aurait pu toucher, avant que le jugement ne fût intervenu, ou donner pouvoir au juge d'en fixer le montant dès la demande formée. Une seule règle abstraite, une proportion ferme conduirait à des inégalités de fait ; tout principe fixe blesserait la réalité. Au contraire, tout dépendrait des circonstances et varierait suivant les besoins des individus en raison de leur état de santé ou de leur éducation intellectuelle et morale, en raison de leurs charges de famille. Le prix du travail, la hauteur des salaires, leur rapport avec la cherté ou le bon marché des moyens d'existence seraient autant d'éléments d'appréciation. Une application concrète, particulière satisfait seule l'équité : à des situations différentes, il faut appliquer des règles différentes et l'on arrive à proportionner la protection qu'on accorde aux besoins de l'ouvrier et à ceux de sa famille. L'intelligence et la conscience des juges offraient une suffisante garantie ; craignait-on leur arbitraire, leur omnipotence, on pouvait fixer un maximum et un minimum saisissables qu'ils n'auraient jamais pu dépasser, qu'en fait ils auraient rarement atteint, mais cette concession ruinait à elle seule le principe posé de l'insaisissabilité du salaire considéré comme alimentaire.

1. Desailly, p. 238.

II. — On proposait aussi l'adoption d'un système analogue à celui de la loi de Ventôse an IX, l'insaisissabilité graduée et progressive s'étendant à tous les salaires et traitements (1). Il faut en effet d'autant plus protéger le salaire qu'il est moins élevé, il suffit de trouver une progression, mais des règles simples doivent être admises et les distinctions trop nombreuses être exclues. La Commission extraparlamentaire dont nous avons parlé se prononçait pour la saisie d'un dixième sur les salaires ne dépassant pas 5 francs par jour ou 150 francs par mois, et la saisie d'un cinquième sur les salaires dépassant ce taux (2).

III. — Partant de l'idée d'insaisissabilité, on pouvait faire échapper aux poursuites des créanciers, une somme considérée comme nécessaire à assurer la vie de l'ouvrier et de sa famille, puisque l'insaisissabilité se justifiait par le devoir social de laisser au débiteur l'indispensable (3); au delà de ce salaire de vie, on s'en remettrait à l'appréciation des tribunaux (4). A ce salaire minimum échappant pour l'intégralité à la saisie, on opposait que l'établissement d'une règle mathématique ne tiendrait pas assez compte des différences de lieux pour la cherté de la vie, et que l'insaisissabilité devait cesser là où l'intérêt même de la famille voulait qu'il n'existât point. Les ouvriers eux-mêmes en souffriraient, il importe qu'ils jouissent d'un certain crédit

1. Propos. Thellier de Poncheville, Brugeilles, Chiché.

2. Rapport de M. Lyon-Caen, p. 5.

3. Comp. Huc, *Traité théor. et prat. de la cession des créances*, t. I, p. 431.

4. Propos. Laur, Loustalot.

dont ils auront besoin en cas de maladie ou de chômage. D'ailleurs il était impossible de fixer ce minimum d'une façon équitable et conforme au but qu'on se proposait, puisque la somme nécessaire à un ouvrier pour vivre n'est pas identique sur toute l'étendue du territoire.

IV. — La saisie pouvait être reconnue valable pour une quotité déterminée, la portion insaisissable représentant le minimum indispensable à l'existence. On obtenait ainsi la simplicité et la clarté dans l'application, on conciliait le maintien du crédit de l'ouvrier et la sauvegarde de son salaire (1). Le créancier était d'avance certain que son débiteur ne serait pas totalement soustrait à l'exécution des obligations qu'il avait contractées ; l'ouvrier se voyait accorder une protection lui permettant de répondre aux besoins de sa famille, et son crédit gagnait en certitude ce qu'il perdait en étendue. Le patron enfin savait ce qu'il pouvait, sans danger ni risque, payer à son ouvrier, la comptabilité que nécessitait pour lui la saisie était simplifiée. Il restait à fixer la quotité saisissable.

Des divergences à peu près semblables se reproduisaient en ce qui concernait la *cessibilité*. Il semble que la cession soit un acte volontaire, émanant de l'ouvrier ou de l'employé qui en a nécessairement vu les conséquences immédiates, tandis que la saisie n'est que la conséquence médiate du non-paiement des fournitures livrées ou des avances faites. L'incessibilité se justifie moins que l'insaisissabilité puisque le débiteur qui s'engage ne voit pas toujours juste

1. Propos. Jacquemart, Plichon, Remoiville.

les suites de l'engagement qu'il prend et que le débiteur qui cède son salaire sait qu'il s'en prive et dans quelle mesure. Et cependant, admettre la cessibilité entière, c'était indirectement retirer la protection accordée à l'ouvrier. Dans tous les cas où il y aurait eu auparavant une saisie, le créancier se serait fait consentir une cession et le salaire aurait été indisponible pour l'ouvrier. On n'aurait fait que reculer la difficulté, la déplacer en la portant de la saisie sur la cession, car le débiteur se serait vu en réalité obligé de consentir la cession qu'on lui aurait représenté comme une simple précaution sans utilité.

Une limite à la cessibilité s'imposait donc : comment la déterminer ? Si l'on avait établi un rapport exact entre la cessibilité et la saisissabilité, de telle sorte que la quotité fixée fût égale, dans les deux cas, la cession simulée à un compère aurait fait échapper l'ouvrier débiteur aux poursuites de son créancier, aussi fallait-il déterminer une quote incessible distincte de la quote saisissable. Pas un instant, on n'avait pensé à l'incessibilité absolue.

Il fallait enfin se préoccuper du *patron* qui veut exercer des *retenues sur le salaire* de ses ouvriers pour avances en espèces ou fournitures. Les retenues effectuées pour versements à des caisses d'assurance ou de retraite se justifiaient facilement ; quant aux imputations pour amendes ou mal-façons, les inconvénients qu'elles présentaient tenaient plutôt au défaut de réglementation spéciale sur la matière.

Un arrêté du 9 frimaire de l'an XII, après la loi du 22 germinal de l'an XI, avait déterminé les règles relatives aux avances en argent : l'ouvrier ne pouvait quitter son patron

qu'après l'avoir remboursé, et si le patron consentait à lui remettre son livret et à le laisser partir la mention de la dette portée sur le livret de l'ouvrier avait l'effet d'une saisie-arrêt, le salaire était pour deux dixièmes indisponible. Des abus furent signalés qui appelèrent l'attention du législateur (1) et la loi du 14 mai 1851 empêchant le patron de retenir son ouvrier, réduisit aussi l'effet de l'inscription sur le livret à une retenue d'un dixième du salaire journalier et limita le privilège du patron sur les salaires en raison d'avances à 30 francs. L'abrogation des dispositions relatives aux livrets des ouvriers par la loi du 2 juillet 1890 supprima les garanties spéciales accordées au patron : le remboursement des avances en argent faites sur un salaire non échu s'opéra désormais sur le montant du salaire (2).

Le principal danger de la compensation s'effectuant de plein droit résidait dans les imputations pour des fournitures à crédit faites notamment par des économats établis, dirigés ou commandités par le patron. Les ouvriers, en fait, étaient ou se croyaient obligés de se fournir dans ces économats qui livraient d'autant plus volontiers des marchandises qu'ils étaient certains d'être payés, et alors apparaissaient certains abus que fait naître le *truck system*. Ces abus étaient rares en France comme l'avait montré l'enquête de 1890 (3), toutefois le crédit fait par l'économat était désastreux et l'on espérait que l'insaisissabilité partielle

1. De Villermé, *Mém. de l'Acad. des Sciences mor. et polit.*, p. 94.

2. Maurice Lambert, *Essai sur la protection du salaire*, Thèse de Montpellier 1896, p. 121 et suivantes. — Cabouat, *Revue crit.*, 1894, p. 379.

3. Rapport de M. Lyon-Caen.

apporterait une heureuse solution en réglementant le mode de paiement à l'égard des éconômats.

A défaut de dispositions législatives, *les mêmes inconvénients qu'en France s'étaient manifestés dans les pays étrangers.*

En *Allemagne*, l'absence d'une Cour suprême imposant sa volonté au juge, ou tout au moins indiquant la direction dans laquelle il devait s'engager rendait plus criantes les inégalités d'application, et les systèmes les plus variés étaient consacrés tant par les législations spéciales que par la jurisprudence locale des différents Etats (1).

Longtemps, la doctrine avait discuté la valeur de la saisie du salaire. D'abord on avait tenté d'introduire une limite à la saisissabilité en montrant la nécessité de traiter également les ouvriers et les fonctionnaires soit qu'on vît dans l'insaisissabilité du traitement des fonctionnaires un privilège, soit qu'on la considérât comme une garantie pour l'Etat. Puis vers le milieu du xix^e siècle, les juristes transportèrent la question sur un autre terrain : la différence du salaire échu ou non échu. Les conséquences de la saisie du salaire non échu, c'est-à-dire du salaire qui n'est pas encore gagné pour l'ouvrier ni dû par le patron, apparaissaient comme particulièrement mauvaises ; l'ouvrier ne travaillait plus, il abandonnait son travail, quittait son atelier, en un mot fuyait la saisie. On cherchait au moyen de raisonnements juridiques à satisfaire aux besoins de la vie écono-

1. Drucksachen des Reichstages des Norddeutschen Bundes, 1869, n° 10, p. 70 ; Koch. *Ueber die Zulaessigkeit der Beschlagnahme...*, p. 5 et s.— Seuls, les salaires des détenus avaient été reconnus entièrement insaisissables en vertu d'une circulaire du 20 décembre 1840.

mique, on établissait les conditions nécessaires à la possibilité d'une saisie. L'ouvrier qui, à tout instant, peut être congédié n'a, disait-on, aucune créance à l'égard du patron, tant que le travail n'a pas été fourni. Aussi ne peut-il y avoir aucun objet soumis à la saisie (1). Seulement, comme on se basait sur le droit pour le patron de congédier sans délai son ouvrier, on aurait dû admettre la validité de la saisie dès qu'il y avait un rapport de dépendance entre le patron et l'ouvrier établissant un délai de congé. Mais on ne voulait y voir que la justification de l'insaisissabilité des salaires, et précisément ces idées se maintinrent d'autant plus facilement qu'elles répondaient au désir qu'on avait de faire échapper le salaire à la saisie.

La pratique se ressentait de ces discussions qui se traduisaient dans les faits par des inégalités d'application. Les saisies de salaires étaient fréquentes ; dès 1855, elles avaient causé des agitations en Prusse et avaient amené des pétitions adressées au gouvernement et aux Chambres demandant de limiter la saisie. Une enquête auprès des tribunaux en 1857 sembla démontrer l'inutilité de l'intervention législative et beaucoup croyaient que c'était à la science qu'il appartenait de régler la question « comme n'étant pas du domaine du travail du législateur positif » (2). Les projets et pétitions se succédèrent, mais le gouvernement niait tou-

1. Koch, *der preussische Civilprozess*, 2^e éd., p. 544 ; Berthold Pick, *die Lohnbeschlaghe nach oesterreichischem und deutschem Rechte*, p. 13.

2. Paroles du Ministre de la Justice de Prusse, à la séance du 9 mars 1857 ; Berthold Pick, p. 21.

jours le besoin d'une règle légale. Aussi comme on préparait dans les divers Etats allemands de nombreux projets de Code de procédure civile, s'efforçait-on d'y faire rentrer la question de la saisie des salaires ou des traitements, et en général on en confiait la solution au juge qui devait apprécier les besoins de l'ouvrier, ou l'on assimilait l'ouvrier, l'employé et le fonctionnaire. Cependant la possibilité de la saisie des salaires futurs était toujours mise en doute ; on la traitait de « non-sens juridique » (1). Le VII^e Congrès des juristes allemands s'éleva contre une pareille affirmation et établit que le salaire constituait une créance future vis-à-vis du patron, à la fois saisissable et cessible (2). Mais si l'on s'entendit sur la possibilité de la saisie des salaires, la diversité des opinions reparut dès qu'il fallut en déterminer la mesure. On reprochait aux Tribunaux de ne pas assez tenir compte des situations malheureuses qui se présentaient en pratique, et dans ces pays encore mal unifiés l'influence favorable d'une jurisprudence fermement assise ne se faisait point sentir. L'appréciation laissée au juge avait échoué par suite des difficultés qu'elle offrait. On s'en remettait à des personnes compétentes et ce n'était pas seulement pour une ville, pour une profession, pour un groupe qu'il fallait se déterminer, mais on devait considérer l'individu, entrer dans sa vie, d'où des variations indéfinies se traduisant extérieurement par des inégalités appa-

1. Koch, p. 3 ; Hopf J. die Verkümmerng der Arbeits und Dienstlöhne, p. 6.

2. Verhandlungen des siebenten deutschen Juristentags, Berlin, 1868, t. I, p. 100 et s., p. 182 à 187. — V. ci-dessus, p. 4.

rentes. On déclarait alors qu'il fallait moins une justice individuelle qu'une justice sociale.

Ces inégalités devaient décider l'intervention législative. *De lege ferenda*, les uns demandaient au législateur de limiter la saisie, d'autres de simplifier la procédure, et quelques auteurs ajoutaient qu'il fallait donner aux autorités judiciaires le droit de recueillir les sommes saisies pour éviter au patron le désagrément d'être « un mandataire chargé d'encaisser pour le compte du créancier de son ouvrier » (1).

Tous les inconvénients antérieurs et postérieurs au système de la jurisprudence française se combinaient donc en Allemagne et rendaient la situation difficile. Il s'y ajoutait des conséquences malheureuses de la saisie qui, en France, n'ont été révélées qu'après la promulgation de la loi du 12 janvier 1895. Il est intéressant de constater que les besoins qui ont suscité la loi allemande du 21 juin 1869 étaient les mêmes que ceux en présence desquels on se trouve à l'heure actuelle par suite des résultats de la loi de 1895, et les critiques aujourd'hui formulées contre la saisissabilité partielle sont celles qu'on exposait déjà dans les discussions que souleva la préparation de la loi allemande. Ce n'étaient pas uniquement les ouvriers, mais aussi les patrons qui venaient protester contre la saisie. On s'était plaint de l'exagération des frais, mais on insistait spécialement sur les ennuis que la saisie cause au patron, sur la ruine de l'ouvrier qu'entraîne la saisie même limitée.

1. Hopf, p. 34 et 38 ; Koch, p. 26.

L'abus du mauvais crédit s'était fait sentir (1), la saisie du salaire était considérée comme nuisible à l'industrie comme à l'agriculture, « parce qu'elle rend l'ouvrier négligent et le ruine pour des dettes souvent immorales (qui sont notamment les dettes résultant du mauvais crédit), parce qu'elle satisfait la vengeance d'un créancier mécontent ou entêté, en lui permettant de rendre son débiteur incapable de gagner son pain » (2). Ces créanciers « vindicatifs et entêtés » étaient des professionnels du crédit qui après avoir offert le crédit à l'ouvrier sans que celui-ci l'eut recherché, après avoir accordé des paiements échelonnés, exerçaient leurs droits avec la dernière rigueur (3).

Schulze-Delitsch faisait voter le 28 mai 1869, au Reichstag de la Confédération du Nord, une résolution demandant au gouvernement de présenter un projet de loi portant défense de saisir le salaire non échu. Un projet fut déposé, mais il n'admettait l'insaisissabilité que lorsque le salaire était nécessaire au strict entretien du débiteur et de sa famille (4). Devant la Commission à laquelle le projet avait été renvoyé, les discussions sur la validité de la saisie du salaire non échu réapparurent. On demandait de ne permettre la saisie que lorsque le travail aurait été accompli, par crainte que l'ouvrier ne vînt à abandonner l'ouvrage commencé. La Commission voulait se dégager des constructions des juristes,

1. Le mauvais crédit est le crédit qu'accordent certains magasins, certains commerçants qui font métier de vendre des marchandises à crédit. Il en sera longuement parlé au sujet des résultats de la loi française de 1895.

2. Koch, p. 41 (il cite l'opinion de Chambres de Commerce).

3. Hopf. p. 22.

4. Koch, p. 1 ; Meyer, *Das Recht der Beschlagnahme von Lohnforderungen*, p. 13.

« il n'appartient pas à la loi nouvelle, disait-elle, d'approuver et de confirmer des règles obscurcies du droit actuel, mais de créer du droit nouveau, en partant de la source même des principes du crédit et de l'exécution ». La loi du 21 juin 1869 se ressentit cependant de ces discussions juridiques. Mais le but qu'on s'était proposé fut dépassé, et le projet qui se bornait à limiter la saisie, devenu loi consacra en réalité, malgré des distinctions plus ou moins justifiables et réelles, le principe de l'insaisissabilité.

En *Angleterre*, l'exposé des motifs de l'Act to abolish attachment of wages du 14 juillet 1870, fait connaître que cette loi a été proposée par le gouvernement à cause des nombreux inconvénients auxquels la saisie donnait lieu (1).

De même en *Autriche*, l'exposé au Reichsrath nous apprend qu'on a voulu répondre aux réclamations et aux pétitions des Chambres du commerce et de l'industrie (2).

En *Belgique*, où la jurisprudence avait repoussé le système de la Cour de cassation française, et où tout le salaire était considéré comme saisissable, la réforme s'imposa plus vite, elle parut plus urgente et nécessaire que chez nous. Ce manque de souplesse et cette interprétation rigoureuse de la jurisprudence belge amenèrent la loi du 18 août 1887 qui, à la suite d'une enquête sur le travail industriel, ne fait que limiter la quotité saisissable sans se préoccuper des règles de compétence ou de procédure (3).

1. De Ramaix, *La réforme sociale dans les pays européens*, p. 117.

2. Ann. légis. étr., 1874, p. 242; Berthold Pick, *die Lohnbeschlagnahme nach oesterreichischem und deutschem Rechte*, 1900.

3. Ann. lég. étr., 1888, p. 611; La réforme sociale, 1887, p. 181; Van Nèrom, *Les lois ouvrières et sociales en Belgique*, 1890; Doc. parlem., Ch. des reprs., 1886-87, p. 136.

Il importait de constater que les mêmes besoins ont fait introduire dans les législations étrangères des dispositions spéciales sur la saisie des salaires. Les inconvénients de la saisie ont partout été ressentis d'une façon identique, mais des remèdes entièrement différents y ont été apportés. En Belgique, en France, on a conservé le principe de la saisissabilité en le limitant; en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, c'est le principe de l'insaisissabilité qui a triomphé, mais tandis qu'en Angleterre, les seuls inconvénients de la saisie l'ont fait abandonner, en Allemagne et en Autriche, il s'y mêlait un but de politique sociale.

La loi du 12 janvier 1895. — Le salaire (ou le traitement peut être compromis à l'avance, soit du consentement de l'ouvrier lorsqu'il a accordé une cession, soit malgré lui lorsque ses créanciers, dans l'exercice de leurs droits, opèrent une saisie-arrêt. La loi du 12 janvier 1895 limite ces deux dangers : en faveur de l'ouvrier à quelque somme que s'élève son salaire, en faveur de l'employé ou du fonctionnaire dont les appointements ou traitements ne dépassent pas 2.000 francs, elle fixe une quotité saisissable, et une quotité cessible du même montant, d'un dixième, mais qui ne peuvent se confondre. Elle établit une quotité égale pouvant être compensée en cas d'avances en espèces faites par le patron. Le crédit de l'ouvrier ou de l'employé est donc assuré à l'égard de ses créanciers et chez son patron. La saisie et la cession sont permises sans limites pour le paiement des dettes alimentaires.

Elle simplifie la procédure et diminue les frais, par l'attribution de la compétence au juge de paix, par la suppres-

sion des exploits d'huissier qu'elle remplace par des lettres recommandées. Seul l'acte originaire de saisie doit être fait par exploit d'huissier ; si le créancier a un titre, il devra avant de pratiquer la saisie obtenir du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi, et en l'absence de titre, il lui faudra l'autorisation du juge de paix. Une seule saisie-arrêt est possible ; lorsque surviennent des oppositions de la part d'autres créanciers, elles sont simplement inscrites par le greffier sur un registre spécial et avis en est donné au débiteur saisi et au tiers-saisi par lettre recommandée qui vaut opposition. Le juge de paix statue sur la validité, la mainlevée ou la nullité de la saisie et des oppositions ; il procède à la distribution entre les créanciers, s'ils n'ont pu s'entendre amiablement.

Telle est l'économie générale de la loi. On comprend la différence faite entre l'ouvrier dont le salaire n'est jamais saisissable que pour un dixième et l'employé dont les appointements deviennent entièrement saisissables au-dessus de 2.000 francs, parce que si l'on évalue facilement le traitement fixé par mois ou par année, il est presque impossible de se rendre compte du montant annuel du salaire payé à la tâche ou à la journée. La loi nouvelle ne faisait donc point disparaître l'utilité de la jurisprudence qui en avait été le point de départ, quand il s'agit d'appointements supérieurs à 2.000 francs.

Dès que l'exploit d'huissier est venu lui défendre de se dessaisir des sommes qu'il doit à l'ouvrier, le patron sait ce qu'il doit retenir, il versera au saisi la portion du salaire qui n'est pas saisissable.

Quoi qu'il arrive, l'ouvrier, l'employé ou le fonctionnaire

(jusqu'à concurrence de 2.000 francs) sont certains vis-à-vis de leurs créanciers d'obtenir les huit dixièmes de leur salaire ou traitement. On dit souvent que les sept dixièmes leur sont assurés, mais, sans compter qu'ils peuvent être tenus d'une obligation alimentaire, le patron n'est pas seulement un créancier privilégié en ce qu'il a le droit de compenser un dixième du salaire pour avances, la compensation est admise à son profit sans limites pour les fournitures indispensables au travail qu'énumère l'art. 4 de la loi et pour les sommes avancées en vue de leur acquisition (1). De plus les retenues restent possibles pour les sommes à verser à des caisses de retraites, pour les amendes, pour les mal-façons pourvu qu'il existe un règlement d'atelier spécifiant la retenue. Mais la compensation est formellement interdite pour toutes autres fournitures que celles énumérées dans l'art. 4 et par là, on enraye les abus que les paiements en nature ou au moyen de marchandises prises dans les économats avaient entraînés (2).

La suppression des coûteuses complications de la saisie-arrest avait pour résultat de mettre l'ouvrier à l'abri des frais exorbitants qui lui étaient antérieurement imposés. Il s'accommodera de la juridiction presque paternelle du juge de paix, devant laquelle il n'est besoin ni d'avoué, ni

1. L'art. 4 déroge aux règles générales de la compensation, puisqu'il n'exige pas dans les deux premiers cas qu'il énumère la liquidité. Une estimation postérieure sera faite, qui n'aura pour but que de déterminer l'étendue de la compensation.

2. Le texte est formel : « Aucune compensation ne s'opère... » Le patron ne pourrait donc pas prétendre compenser un dixième en se fondant sur ce que la compensation n'est impossible que dans la mesure où le salaire est insaisissable. — Comp. Planiol, *Traité élément. de droit civil*, t. II, n° 612, p. 183.

d'avocat, où les parties viennent s'expliquer elles-mêmes. Le créancier sera payé plus vite, de moindres frais, de répartition seront supportés par lui. La distribution pourra n'avoir pas lieu avant qu'un capital suffisant pour assurer un dividende minimum de 20 pour 100 ne soit accumulé.

Les inconvénients de la jurisprudence semblaient évités, et le législateur de 1895 croyait avoir fait une œuvre vraiment utile à la classe laborieuse.

CHAPITRE II

L'EXPÉRIENCE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895.

L'appréciation de la loi de 1895 avait donné lieu, dès son apparition, aux opinions les plus variées.

Les uns la trouvaient en tous points excellente, et sans se dissimuler les récriminations que soulèverait son application y voyaient une loi franchement démocratique, honorant le législateur (1). D'autres prétendaient qu'elle diminuerait le crédit de l'ouvrier (2), on allait jusqu'à regretter la jurisprudence antérieure : arbitraire pour arbitraire, l'arbitraire du juge était préférable à celui du législateur. Enfin on reprochait à la loi nouvelle d'introduire dans notre législation des inégalités sociales. Elle intervenait en faveur de la population urbaine et les petits propriétaires étaient délaissés : ils sont soumis à la saisie jusqu'à la dernière parcelle de leurs terres. En compensation des avantages concédés aux ouvriers et aux employés ne devait-on

1. Emion, Commentaire de la loi du 12 janvier 1895, p. 25 ; Desailly, p. 239 ; Chevresson et Schaffhauser, *Lois nouvelles*, 1897, t. 22.

2. Pabon, *Traité de la saisie-arrêt des salaires*, 1895, p. 22.

pas leur accorder l'insaisissabilité d'une certaine partie de leurs biens? (1).

Dès qu'elle fut appliquée, la loi nouvelle souleva plus de critiques encore. Ses défauts s'affirmèrent et montrèrent qu'elle avait empiré la situation des ouvriers et des employés alors qu'elle se proposait d'améliorer leur sort. Des propositions de loi furent déposées à la Chambre des députés pour parer à cet état fâcheux. On cherchait à remédier aux défauts déjà signalés et analysés ; les propositions Basly et Odilon Barrot se contentaient de réclamer la réforme de la distribution, mais la proposition Plichon estimait inefficace toute modification de détail et demandait l'insaisissabilité et l'incessibilité absolues des salaires. Les trois propositions (2) furent réunies et renvoyées à la commission du travail qui les étudia, les condensa et en présenta un rapport.

Le 1^{er} avril 1898 après une courte discussion, un projet de loi était voté par la Chambre des députés qui s'en tenait à la saisissabilité partielle, et se prononçait pour des rema-

1. Malgré de nombreuses propositions de loi (Léveillé, Hubbard, Lemire, des 16 et 19 juin, 18 juillet 1894) l'institution de l'homestead ou du bien de famille n'a pas rencontré en France toute la faveur qu'on espérait. — Paul Bureau, *L'Homestead*, 1895, p. 324. — Challamel, *Insaisissabilité et transmission héréditaire des habitations à bon marché* (*Rev. catho. des institutions et du droit*, 1899, p. 190). — Carton de Wiart, *Les réformes protectrices de la petite propriété* (*Rev. soc. catho.* 1900).

2. Propos. Basly, 25 nov. 1897, Ch. Ann. 1897, n° 2840, p. 157 ; Odilon Barrot, du 10 déc. 1897, Ch. Ann. 1897, n° 2888, p. 282 ; Plichon, du 13 janvier 1898, Ch. Ann. 1898, n° 2949 ; Rapport Rose Ch. Ann. 1898, n° 3131, p. 875. — Adde, Proposition César Sirot, Ch. séance du 29 mars 1900 ; Projet d'un Code du travail présenté par M. Groussier Ch. Ann. n° 33, p. 1436.

niements dans le détail de la procédure. Transmis au Sénat, le projet fut soumis à l'examen d'une Commission qui se trouva divisée sur le principe même de la saisissabilité, et demanda une enquête. Le Ministre de Commerce confia à l'Office du travail le soin de préparer cette enquête et d'en présenter les résultats.

L'enquête de l'Office du travail a démontré l'insuccès de la loi du 12 janvier 1895 (1). Elle a confirmé que les ouvriers étaient tout acquis à l'admission de l'insaisissabilité, elle a prouvé que beaucoup de patrons reconnaissent la nécessité de la consacrer. A mesure que l'on remonte à des organisations administratives, ou à des personnes pénétrant plus la vie de l'ouvrier, on constate que les demandes en faveur de l'insaisissabilité sont plus nombreuses. Les administrations centrales sont pour la saisissabilité que repoussent les directeurs locaux, et tel industriel pris individuellement réclame l'insaisissabilité qui, membre d'un corps constitué, vote la saisissabilité.

On a reproché aux enquêteurs de ne s'être adressés qu'à la grande industrie sans se préoccuper des petits commerçants qui sont aussi intéressés à la solution des questions posées, et il semble que les petits commerçants se seraient prononcés pour le maintien ou la simple réforme de la loi. De même on n'a pas interrogé les propriétaires d'immeubles loués à des ouvriers ; or si, de leur part, la saisie est rare, du moins s'en servent-ils comme moyen de pression,

1. Office du travail, *Saisie-arrêt sur les salaires* 1899. Ce résumé de l'enquête, parfaitement préparé, est un témoignage de la bonne organisation de l'Office du travail et montre quels résultats heureux on peut en attendre.

et dans certaines régions, ils ont l'habitude de demander à l'ouvrier une cession sur son salaire.

Si l'on s'en tient aux chiffres (1), au premier examen, il ne ressort de l'enquête aucune majorité décisive. En pénétrant plus au fond et en analysant ces chiffres, la majorité se précise et s'accroît en une tendance caractérisée vers l'insaisissabilité. Beaucoup d'établissements qui conservent la saisissabilité sont bien près du principe contraire quand ils n'admettent la saisie-arrêt qu'au cas de pensions alimentaires et d'impôts. D'autres partisans de la saisie, avouent n'avoir pas vu fonctionner la loi. Enfin parmi les employés ou ouvriers dont l'opinion est en faveur du maintien de la saisie, il en est qui, en raison d'une situation spéciale, ont moins à souffrir de la saisissabilité que les autres employés ou ouvriers de l'industrie privée : ainsi, les employés de chemins de fer constituent une classe privilégiée par la retraite qui leur est assurée, les soins médicaux et pharmaceutiques qu'ils reçoivent gratuitement, etc., par suite, il serait utile de les classer à part.

Malgré les reproches qu'on lui a adressés, l'enquête de l'Office du travail n'en est pas moins concluante ; elle consigne l'expérience de la loi, elle prouve combien on est resté loin du but qu'on s'était proposé puisque les résultats obtenus ont été l'inverse de ceux qu'on attendait. Nous

1. On avait envoyé 2000 questionnaires, on reçut 817 réponses provenant tant d'établissements industriels que de corps constitués, organisations ouvrières ou patronales. Parmi ces réponses, 69 se prononcent pour le maintien du *statu quo*. La réforme des frais est demandée par 172 réponses. En définitive, les partisans de l'insaisissabilité ont une légère majorité sur les partisans de la saisissabilité avec des modifications plus ou moins variées (412 contre 368). Enquête, p. 23.

devons examiner ces résultats et nous demander s'ils tiennent à une adaptation inexacte de la saisie ou plutôt s'ils ne mettent pas en jeu le principe même de la saisissabilité.

Les différentes critiques faites à la loi de 1895 et révélées tant par l'enquête de l'Office du travail que par des décisions judiciaires peuvent être rattachées à d'autres chefs principaux, suivant qu'il s'agit de l'exagération des frais, des conséquences matérielles et morales de la saisie, de la nature des dettes pour lesquelles la saisie est opérée, des diverses difficultés soulevées par le calcul de la quotité saisissable et des causes d'inégalités qui en proviennent, ou des vices de procédure. On pourrait résumer d'un mot tous ces inconvénients en disant qu'ils se ramènent à des causes ou à des conséquences plus ou moins immédiates de l'augmentation du nombre des saisies.

1^o *Exagération des frais.* — Sous l'empire du droit commun, le créancier saisissant devait faire l'avance des frais, toujours élevés en raison de la complication de la procédure organisée par les articles 557 et suivants, C.P.C. et il n'était jamais certain de la part des frais qui resteraient à sa charge : aussi par crainte de ne pas rentrer dans ses déboursés, il patientait et parvenait souvent à se faire payer en pressant son débiteur. Alors même que la saisie-arrêt était déjà opérée, l'ouvrier comprenait qu'il était de son intérêt d'éviter des frais inutiles et cherchait à s'arranger avec son créancier.

La simplification des formalités, par suite la diminution des frais a eu cet effet que le créancier ne recule plus devant la saisie ; il est à peu près assuré de ne pas supporter les

frais que l'ouvrier paiera si minime que soit son salaire (1). Il en est résulté des *saisies pour de faibles sommes* : on poursuit pour 5 francs.

Il arrive que le créancier prend part à la situation malheureuse de son débiteur, mais il est contraint de saisir et de repousser tout arrangement amiable, surtout si l'ouvrier a déjà cédé le dixième de son salaire, parce que faute de le faire, il sera victime de l'intérêt qu'il porte au débiteur s'il est devancé par une saisie d'un autre créancier.

Dès lors, les frais sont sans proportion avec les sommes saisies, ou mieux ils sont en raison inverse du montant du principal, de telle sorte que tolérable pour les dettes d'un montant assez important, la charge des frais devient écrasante quand il s'agit de petites dettes (2).

La saisie-arrêt sur les salaires et traitements est devenue une procédure courante dont on abuse (3). Les salaires des ouvriers des campagnes qui n'étaient jamais saisis autrefois, le sont actuellement en raison de la diminution des frais à exposer par le créancier, et si, en croyant favoriser la population urbaine, le législateur lui a nui, il n'a pas causé moins de dommage à la population rurale.

Lorsqu'un créancier a pratiqué saisie-arrêt, les autres créanciers l'apprennent, et comme ils ont la faculté d'inter-

1. Bender, *Quest. prat. de légis. ouv.* 1900, p. 113 ; Enquête de l'Office du travail, p. 3, 68, et 15 (saisies de 3 francs en principal).

2. Enquête, p. 15 : Saisie de 3 francs en principal, frais 4 fr. 70, soit 157 pour 100 et cela ne semble pas exagéré ; saisie de 5 fr. 25, frais 122 fr. 70, soit 1963 pour 100. Ce ne sont pas des exceptions comme le prouve les nombreux exemples consignés dans l'enquête.

3. On avait espéré que les saisies fréquentes ne constitueraient qu'un effet passager bien que regrettable de la loi nouvelle (Bouvier-Bangillon. *Pand.* 96. 3. 2).

venir par simple opposition, et qu'ils n'ont aucune avance à faire pour cela, ils se font inscrire par le greffier sur le registre des saisies-arrêts (1). Ils ne voulaient pas saisir, mais la saisie faite a provoqué une opposition de leur part et cette *augmentation des oppositions* a pour conséquence qu'en moyenne on compte cinq créanciers intervenants.

Pris isolément, ces frais sont minimes, de beaucoup inférieurs à ceux de l'ancienne procédure (2) ; plus souvent répétés, ils arrivent à former une somme importante et constituent une charge qui vient peser lourdement sur l'ouvrier saisi dont la situation était déjà embarrassée. Le gouvernement belge en 1887 avait repoussé la simplification de la procédure, l'enregistrement gratuit, la notification de la saisie par lettre recommandée, en faisant justement remarquer que ces réformes ne tourneraient qu'au profit des créanciers dont elles faciliteraient les poursuites.

Plus il y a de créanciers opposants, moins les chances d'entente sont grandes. Les créanciers tombent rarement d'accord sur la portion leur revenant, on aboutit à une *impossibilité de fait de la distribution amiable*. Le refus du patron d'accepter la responsabilité d'une telle répartition contribue aussi à augmenter la difficulté ; en effet le patron préfère remettre les fonds à l'huissier, et celui-ci ne s'en dessaisit pas facilement, quelquefois sous la menace de poursuites ou de plaintes au Parquet.

1. V. les observations présentées par M. Jay au Conseil sup. du trav., juin 1900. Compte rendu des séances, p. 422 et suiv.

2. Avant la loi de 1895, les saisies étaient évaluées à 50.000, entraînant 3 millions de frais (Chevresson et Schaffhauser, *Lois nouv.*, 1897. 1 22). Il serait intéressant de connaître une évaluation approximative depuis 1895.

« La plaie de la loi de 1895, a-t-on dit, est dans les répartitions multiples » (1). Les créanciers ont la faculté de demander à tout moment la répartition, et le juge n'a que la possibilité et non l'obligation de la leur refuser si la somme à distribuer ne représente pas 20 pour 100 : il peut donc permettre de procéder à une distribution qui donnera moins de 20 pour 100. Mais dès que ces 20 pour 100 seront atteints, on peut être sûr que les créanciers qui s'impatientent de la lenteur de leur paiement et pressentent de nouvelles interventions qui diminueraient leur dividende, demanderont au juge de paix la convocation des parties pour la répartition. Le texte de la loi (art. 11) semble indiquer que le juge devra l'autoriser, et quelques greffiers ont profité de l'ambiguïté de la loi pour accumuler les répartitions. En tout cas, la loi rend possible 5 répartitions au moins, et cet *abus des répartitions* fait que les frais pour un même cas sont supérieurs à ce qu'ils étaient avant 1895 (2). Le débiteur d'ailleurs ne s'oppose guère à la demande d'une répartition ; il a hâte de se libérer et il lui semble que l'argent qu'on lui a retenu devrait être aussitôt remis à ses créanciers.

La saisie, une fois opérée, a une durée illimitée, le débiteur a intérêt à en demander la mainlevée. Or la mainlevée amiable est difficile et coûteuse, difficile en raison de l'indifférence fréquente des créanciers, coûteuse par suite des frais de timbre et d'enregistrement, des pertes de temps

1. D'Hooghe, *Traité sur la saisie-arrêt* Bordeaux 1897, p. 259. Proposition Basly du 25 novembre 1897 ; Séances de la Chambre des députés des 18 et 20 janvier 1898. Ch. *in-extenso* 1898 p. 101 et 110 ; Enquête p. 9.

2. D'Hooghe p. 259 et suiv.

qu'elle impose à l'ouvrier et à l'employé, et l'on a signalé l'anomalie résultant de la circulaire du Ministre de la justice du 5 novembre 1896 qui paraît donner la préférence à l'exploit d'huissier pour la mainlevée amiable (1).

A côté de ces frais découlant de la procédure normale, l'ouvrier en supporte d'autres qui ne sont pas les moindres mais qu'on ne peut évaluer parce que l'ouvrier se garde d'en indiquer le montant. Ce sont les honoraires que réclament certains agents d'affaires qui, sous prétexte de donner des conseils se font largement rétribuer et ne cherchent qu'à multiplier les frais. Puis, les saisies ne sont pas en général pratiquées directement par les créanciers mais par l'intermédiaire d'hommes d'affaires, anciens huissiers, qui se sont fait depuis la loi de 1895 une spécialité de ce genre de poursuites et dont l'intérêt est de refuser tout arrangement avec le saisi. Les abus commis par les agents de poursuite ruinent ceux qui en sont les victimes, il en est né une industrie immorale exercée au grand jour, sous la protection de la loi et fonctionnant régulièrement dans les centres miniers où elle exploite impunément les ouvriers.

L'augmentation des saisies combinée avec l'exagération des frais entraîne la lenteur du recouvrement par voie de saisie et se traduit par une durée excessive des retenues. quand la saisie-arrêt a lieu pour une somme élevée, il s'agit par exemple d'un ouvrier qui avait voulu s'établir à son compte et n'a pas réussi, la retenue ne dépasse parfois pas le montant des intérêts et la saisie devient perpétuelle, sans

1. D'Hooghe p. 216. Le Trésor avait craint un déficit provenant de la dispense des droits de timbre et d'enregistrement pour la mainlevée.

espoir pour l'ouvrier de la voir finir, on arrive à une « immobilisation indéfinie d'une partie du salaire » (1). En dehors de ces cas exceptionnels, lorsqu'il s'agit d'un ouvrier, la moyenne de la durée des retenues et de deux à cinq années, et c'est beaucoup trop. « Et encore faudrait-il tenir compte des habitudes qui font que, dans certaines régions, les saisies sur un même ouvrier sont consécutives, et non simultanées, et qu'on ne peut, par conséquent, prévoir la durée totale des retenues sur le salaire d'un ouvrier » (2).

2° *Conséquences de la saisie.* — La nouvelle loi entraîne la ruine du débiteur et ne désintéresse pas le créancier.

Si le *créancier* s'est illusionné sur le pouvoir libérateur de la saisie d'un dixième, sa déception sera profonde quand il saura le faible montant de son dividende. Le créancier obtient « goutte à goutte » son argent et les circonstances sont nombreuses où il ne pourra pas exercer son droit : à tout moment il risque de voir son débiteur disparaître ou d'apprendre que le patron a renvoyé son ouvrier.

La plupart du temps la saisie n'amène pas un règlement de compte avec les créanciers (3).

L'ouvrier, par un calcul habile, cherche parfois un

1. Observ. de M. Jay *l. c.* p. 423 ; l'*Enquête de l'Office du travail* indique des exemples frappants, tel celui de cet employé d'une maison de fourrures en gros qui pour s'acquitter devrait travailler 161 ans 2 mois parce qu'il est employé aux appointements de 2100 francs par an, et 322 ans et 4 mois s'il était ouvrier (Enquête p. 26).

2. Enquête p. 16.

3. Cons. sup. du trav., juin 1900 p. 430.

complaisant qui consentira à jouer le rôle de créancier fictif pour une forte somme. Il ne reviendra plus au créancier que des sommes insignifiantes et les deux compères se partageront le gain de leur frauduleuse opération (1).

Le danger serait plus grand encore si l'on admettait que la cession de deux dixièmes à un créancier empêcherait toute saisie postérieure (2), mais cette interprétation est contraire à ce qui a été dit dans les travaux préparatoires pour justifier l'existence de deux quotités distinctes (3). Seulement le même créancier pourrait, après s'être fait céder le salaire, le saisir, et inversement (4).

Au *patron*, la saisie n'amène que des ennuis. Personne ne peut le représenter dans la déclaration affirmative de ce qu'il doit à son ouvrier. Une simple lettre ne suffirait pas ; pour que quelqu'un pût le remplacer, il faudrait une procuration régulière. Contraint de se rendre devant le juge de paix du domicile du débiteur saisi, s'il reçoit de nombreuses oppositions et si ses ouvriers habitent des cantons différents, le patron doit se rendre aux différentes justices de paix. Faute de satisfaire à cette obligation légale, il sera réputé défaillant et déclaré personnellement débiteur des retenues à opérer, jusqu'à concurrence du montant de la créance (5).

1. Chambre, séance du 1^{er} avril 1898. Ch. *in-extenso* 1898, p. 1523.

2. Pabon p. 400.

3. Projet du gouvernement du 16 juin 1891. Doc. Ann. Ch. 1891 n° 1506.

4. En Belgique, ce cumul de la saisie et de la cession a été reconnu licite par le législateur. Ann. légis. étr. 1888 p. 611.

5. T. paix Héricourt, 25 mars 1897, D. 1900, 2, 226.

Il lui faut ensuite conserver dans sa caisse des sommes importantes, et éventuellement fournir des justifications sur les comptes de retenues, ce qui exige de sa part une comptabilité spéciale, car il ne peut se libérer en versant ces sommes à la caisse des dépôts et consignations sans faire des offres préalables (1).

Comme il lui répugne de devenir l'agent de recouvrement du créancier, souvent le patron prétend payer ses ouvriers au jour le jour et cherche à éviter par ce moyen toute responsabilité. Dans certaines industries (bâtiment, travail dans des chantiers...) ce sera vrai en partie ; les ouvriers sans être payés chaque jour, reçoivent chaque jour des acomptes. Quand la saisie vient frapper un ouvrier capable et habile, le patron est tenté de déclarer comme montant du salaire un chiffre moindre que le chiffre réel, mais le juge de paix aurait le droit d'apprécier et de fixer lui-même le salaire (2).

Dès que les retenues ont atteint un certain taux, on procède à leur répartition et le patron qui en est détenteur doit les distribuer et payer les créanciers colloqués sur la présentation des états de répartition délivrés par le greffier.

Poursuivi par les exploits d'huissier, les lettres recommandées, les états de répartition, fatigué des responsabilités qui pèsent sur lui, des démarches sans profit qui lui sont imposées, le patron, surtout dans les grandes entreprises, se lassera et cherchera sa tranquillité dans un remède vraiment efficace, le renvoi de l'ouvrier (3). Peut-être

1. T. paix Villejuif 20 septembre 1898, D. 1900, 2, 224.

2. T. paix Lectoure 5 août 1898. Rev. just. paix 1899 p. 423.

3. Lois nouvelles 1895, 1, 75. — *Enquête* p. 20.

acceptera-t-il une saisie, mais il n'en tolérera pas deux ; c'est qu'il craint que l'ouvrier dont le salaire est saisi pour une assez longue période ne travaille avec moins d'ardeur ou néglige son ouvrage.

D'ailleurs en agissant aussi rigoureusement le patron croira rendre service à l'ouvrier et le soustraire à l'exploitation dont il est l'objet ; le renvoi arrête les dépenses exagérées de l'ouvrier qui sent la nécessité d'équilibrer son budget avec plus de soin. Lorsque l'ouvrier travaille dans une industrie fabriquant des marchandises qui sous un faible volume ont une grande valeur, le patron a juste raison de craindre que, gêné par des oppositions, il ne soit sous le coup de trop fortes tentations.

La menace du renvoi suffit en général ; l'ouvrier et le créancier ayant tous deux intérêt à ce qu'elle ne soit pas mise à exécution s'efforcent de conclure un arrangement amiable et se font de mutuelles concessions. Certains directeurs d'établissements industriels ont adopté un système dont ils recommandent l'emploi ; ils préviennent séparément le créancier et le débiteur du renvoi si, dans un délai qu'ils fixent, une entente n'est pas intervenue entre les parties et si on n'apporte pas mainlevée de la saisie. Quelques Compagnies de chemins de fer vont plus loin et, en vertu de leurs règlements considèrent comme démissionnaires leurs employés si, dans un délai de deux mois à dater de l'exploit de saisie-arrêt, la mainlevée pure et simple de l'opposition n'est pas notifiée à la Compagnie (1). Ces moyens réussissent car c'est la conciliation forcée. Il reste

1. Exposé des motifs de la propos. Jacquier. Ch. Ann. 1887 p. 716.

toutefois possible au créancier, par méchanceté ou entêtement de faire perdre sa place à son débiteur, ce qui est un grave danger.

L'ouvrier n'attend pas toujours la mise en demeure d'avoir à obtenir un arrangement de son créancier. Dès qu'il apprend qu'une saisie va être faite sur son salaire, il demande des acomptes et lorsque la saisie est pratiquée, le lendemain du jour de paye il quitte l'usine.

Les ouvriers qui travaillent dans des chantiers échappent ainsi complètement à la loi ; les ouvriers de la grande industrie éprouvent plus de difficultés. Encore s'ils sont célibataires, leur résolution sera vite prise, dès qu'ils sont mariés ils hésitent plus longtemps, et les ouvriers sérieux qui ont un foyer, un intérieur ou qui sont attachés à un pays ou à une usine, les ouvriers chargés de famille qui ne peuvent se déplacer du jour au lendemain subissent seuls les effets de la saisie-arrêt (1).

Le salaire se trouve diminué et toute la famille s'en ressentira : plus elle est nombreuse plus la saisie lui sera désastreuse et l'on comprend alors combien est humaine et bonne, la distinction qu'établit la loi russe (2) entre l'ouvrier marié et l'ouvrier célibataire ou mieux encore, entre les ouvriers suivant qu'ils sont ou non chargés de famille.

Ce n'est pas à dire que l'ouvrier se refuse à payer ses dettes, loin de là, mais il n'accepte guère de payer des frais. Les frais sont prélevés avant toute distribution et quand il croit son créancier payé, il apprend que celui-ci n'a encore

1. Enquête p. 48 et 49.

2. V. *infra* p. 104.

rien touché parce que les frais ont absorbé les retenues déjà faites.

L'ouvrier qui supporte la saisie est celui qui ne peut y échapper. Il s'y résigne, si la saisie dure peu, mais si, à son gré, elle dure trop, le prélèvement qu'on opère sur son salaire finit par lui paraître une injustice, il maudit ceux qui lui ont fait du crédit, il se voit la dupe de ses créanciers et se dérobe à la saisie en changeant d'atelier ou en quittant le pays.

Quand il ne peut ou ne veut pas échapper au moyen d'un pareil procédé à l'action de ses créanciers, il s'habitue à voir ceux-ci lui retirer ce qui lui serait si utile et en vient à considérer la saisie comme un mode normal de paiement. Il a une sorte de compte ouvert chez le greffier. Que lui importe dès lors d'avoir quelques créanciers de plus, il sait qu'on ne peut saisir qu'un dixième; s'il a consenti une cession à un autre créancier, ce sont deux dixièmes qu'on peut lui enlever. Il invitera ses nouveaux créanciers à se faire inscrire chez le greffier et ne se préoccupera plus de la masse de ses dettes. Entièrement démoralisé, il cherchera à obtenir le crédit le plus large et ce qu'il obtiendra s'écoulera en dépenses improductives et inutiles. Des industriels vont jusqu'à déclarer que la loi de 1895 a contribué au développement de l'alcoolisme par les facilités de crédit accordé par le marchand de vin et par l'indifférence de l'ouvrier à voir ses dettes augmenter (1).

S'il arrive qu'un jour sa conscience se réveille et qu'il envisage sa situation, il se sentira malheureux, tyrannisé,

1. Enquête, p. 32.

devenu l'esclave du crédit qu'on lui a consenti, et si un mouvement de haine ou de colère, ou simplement un rappel d'énergie l'y pousse, il quittera l'atelier pour se dérober aux poursuites de son créancier, préférant le chômage à l'assujettissement qu'il subissait, — à moins qu'il ne se retourne contre son patron. En effet, l'ouvrier qui ne touche pendant de longs mois peut-être des années, que les huit dixièmes de sa paye est porté à oublier que ce sont ses dettes qui réduisent son salaire. Sa paye diminuée des retenues faites au profit de ses créanciers, lui paraît ne pas correspondre au travail qu'il fournit; il ne voit que les résultats sans en vouloir chercher la cause, c'est le patron qu'il en rend responsable, et il va lui demander une augmentation (1). Un conflit entre le patron et ses ouvriers peut donc résulter de la saisie exercée par les créanciers des ouvriers.

Quand la saisie est une fois rendue inefficace par suite du départ de l'ouvrier saisi, que ce départ ait été provoqué par la menace du renvoi ou qu'il ait été causé par la crainte de subir le joug de perpétuelles retenues, l'ouvrier ne regarde pas à disparaître de nouveau, il fuit devant ses créanciers. Il hésite d'autant moins à recourir à ce procédé qu'il a pu apprécier les avantages de cette façon de se soustraire aux poursuites. Lorsqu'il achète, il sait souvent qu'il

1. Ch. Boca, *Considérations en faveur de l'insaisissabilité complète des salaires...*, cite l'exemple d'une grève pendant laquelle les ouvriers réclamaient la suppression des retenues opérées sur les salaires en exécution des saisies-arrêts, sans comprendre que, pour l'obtenir, c'était contre leurs fournisseurs et non contre les compagnies qu'ils auraient dû faire grève ».

— Observations de M. Jay au Conseil sup. du travail, session de juin 1900, p. 426.

ne pourra payer, mais il se promet de partir dès que son crédit sera épuisé. Il continue jusqu'à ce qu'en raison de son âge, des fluctuations de l'industrie et des difficultés de trouver du travail, il en arrive à la misère.

Le départ ou le renvoi de l'ouvrier endetté, conséquences matérielles de la saisie, deviennent une habitude et leur répétition est ruineuse. L'abaissement moral en découle et à brève échéance, la misère de l'ouvrier.

3^e *Nature des dettes donnant lieu à la saisie.* — A la limitation de la saisie au dixième du salaire, on objectait que ce serait la perte de tout crédit pour l'ouvrier (1). Loin de tuer le crédit, l'insaisissabilité partielle établie par la loi de 1895 l'a développé, mais ce n'est pas le bon crédit qu'elle a augmenté. La loi avait pour but en diminuant considérablement les frais à exposer pour le recouvrement des créanciers d'amener les commerçants à ouvrir un crédit plus large aux ouvriers et aux employés, mais si la réduction des frais a eu pour conséquence une offre plus grande de crédit, il n'en a été ainsi que pour le crédit inutile auquel les ouvriers n'ont pas su résister et qui aggrave la situation de ceux qui se sont laissés tenter.

Le crédit n'est bon à l'ouvrier et à l'employé que quand il leur permet de se procurer des choses nécessaires ou utiles, et l'on comprendrait que les créanciers qui ont accordé ce crédit fassent saisie-arrêt. Dans la réalité, il n'en est rien. Ces créanciers parmi lesquels on peut placer le boulanger, le boucher, le propriétaire... ne se servent pas de la

1. Pabon, *loc. cit.*, p. 22.

saisie ou plutôt n'y cherchent qu'un moyen de pression (1), parce que le crédit qu'ils accordent n'a pas pour base la possibilité d'imposer au patron une retenue d'un dixième sur le salaire ou les appointements.

Au contraire, certains créanciers qui excitent l'ouvrier à des dépenses superflues ou inutiles, pour lesquelles on ne devrait jamais parler de crédit, usent et abusent de la saisie : ce sont les *professionnels du crédit* (2), le marchand de vin et le magasin de vente à crédit qui « dévorent le salaire des ouvriers en les tentant d'abord, en les étranglant ensuite (3) ». La saisie des salaires et des traitements n'est pas pour eux une suprême ressource, c'est l'un des moyens sur lesquels ils comptent pour rentrer dans le prix de la marchandise fournie et peut-être continueront-ils le crédit qu'ils ont accordé, après que la saisie-arrêt aura été pratiquée (4). Dès qu'un ouvrier « a un compte » chez le marchand de vin, il s'imagine boire gratuitement parce qu'on lui offre de boire à crédit, et à la faveur du crédit, il est entraîné à des dépenses excessives. Quant aux marchands de toile ambulants, aux colporteurs « offrant des occasions », ils viennent harceler l'ouvrier, l'employé jusque chez lui. Ils s'adressent de préférence aux femmes, en l'absence et à

1. Ils emploient la saisie comme un acte de représailles à l'égard d'un ouvrier qui a cessé d'être un client.

2. Enquête, p. 31. Comp. l'enquête de la Commission du travail de Belgique (instituée par arrêté royal du 15 avril 1886) sur le travail industriel, t. I, p. 1158 et suivantes.

3. M. Plichon, Chambre *in extenso*, 1898, p. 1526.

4. Enquête, p. 34 : une sucrerie de l'Aisne, sur 70 saisies en relève 33 de cabaretiers ; une faïencerie de la Côte-d'Or sur 10 saisies en constate 9 provenant de marchands de vins.

L'insu du mari, les amènent à des achats hors de proportion avec les ressources du ménage, et les sollicitations continues des agents des maisons de crédit sont telles que souvent des choses absolument inutiles sont achetées et sans que l'ouvrier sache pourquoi il les a achetées. C'est ainsi que l'enquête rapporte le fait suivant : Il avait été vendu à un ouvrier ne sachant ni lire ni écrire, trois vieux volumes d'une valeur de 0 fr. 60 pièce environ, plus un petit cartel d'une valeur de 8 francs ; le tout représentait environ 10 francs et était vendu pour la somme de 60 francs. L'ouvrier n'a pu dire pourquoi il avait acheté cela et ne savait pas non plus le prix qu'on lui avait demandé.

Le crédit chez le marchand de vin cause encore d'autres abus. On s'était montré impressionné lors de la discussion de la question de la saisie-arrêt des salaires au Conseil supérieur du travail en juin 1900, par une communication faite par M. Riom et montrant de quelle façon se pratique le crédit chez le marchand de vin à l'égard des ouvriers travaillant dans des chantiers (1). Après avoir été prendre les ordres du patron pour l'exécution des travaux, les ouvriers ont l'habitude d'aller chez le marchand de vin qui avance à l'ouvrier avant de commencer sa journée une moyenne de 2 à 3 francs lui permettant de se nourrir et de passer la journée. En retour de cette avance, l'ouvrier doit prendre une consommation ; puis le jour de paye venu, l'ouvrier en venant régler le montant des prêts qu'on lui a

1. *Cons. sup. du trav.*, p. 437, 438. Cependant on a prétendu que ce crédit était favorable à l'ouvrier au moins lorsqu'il s'agissait du marchand de vin logeur, mais on a vite répondu et montré qu'il en provient toujours un dommage réel pour ouvrier.

consentis est obligé de payer à boire. Souvent la vente des consommations à crédit dépasse le total des sommes avancées. Quand le marchand de vin réunit quelques clients de cette sorte, il se constitue « une sorte d'officine d'embauchage, c'est-à-dire qu'on envoie des circulaires aux entrepreneurs où l'on déclare qu'on a d'excellents ouvriers à leur disposition et qu'on a une garantie à leur égard : cette garantie c'est qu'on les tient par la faim et la soif grâce au crédit qui leur est consenti ; ainsi en toute sécurité, ajoute le tenancier, l'entrepreneur peut croire que ces ouvriers se montreront assez réguliers ». Dans de pareilles conditions, c'est celui qui consomme le plus qui a le meilleur titre, c'est lui qui se placera le premier, mais c'est aussi celui qui quittera le plus facilement l'entrepreneur.

Ce procédé de crédit n'est pas moins dangereux que la vente à crédit. Il ne profite qu'aux ouvriers peu intéressants, et certains entrepreneurs pour remédier aux inconvénients fâcheux qui en résultent, ont pris l'habitude d'accorder eux-mêmes le prêt afin d'empêcher l'exploitation de leurs ouvriers par le marchand de vin.

Revenons maintenant au *magasin de vente à crédit*. Quand on s'adresse à l'ouvrier qui « trompé par le clinquant de l'objet ou la faconde du placier », accepte les marchandises offertes, on lui fait signer un consentement à saisie-arrêt et une cession de salaire, indépendamment de clauses spéciales qu'on lui représente comme des garanties purement éventuelles. La clause la plus fréquente est celle qui stipule l'exigibilité du solde de la dette en cas de non-paiement à l'échéance, mais parfois ce n'est pas l'ouvrier qui ne paye pas aujourd'hui, c'est le marchand

qui oublie de se présenter pour toucher et qui n'en fait pas moins pratiquer la saisie-arrêt. Des exemples intéressants ont été cités à la séance de la Chambre des députés du 1^{er} avril 1898 lors de la discussion du projet de loi. M. Plichon rapportait les conditions d'achat imposées par une maison vendant aux ouvriers des images coloriées placées dans un cadre sous verre : « Sur les objets achetés, la maison se réserve la propriété jusqu'à l'amortissement complet. En cas de non-paiement, le vendeur aura le droit de reprendre la marchandise. La somme déjà versée sera considérée comme *dédommagement* ». Il rappelait encore un contrat signé par un ouvrier qui reconnaissait que les objets achetés restaient la propriété du vendeur et qu'il n'avait aucun droit d'en disposer pour son compte personnel. « En cas de détérioration quelconque ou à défaut d'un seul versement, ajoutait ce contrat, la maison a droit ou de reprendre les objets sans aucun avertissement et sans avoir recours à un jugement ou d'exiger immédiatement le paiement de la valeur entière des objets. Après versement, les objets resteront au locataire à *titre de prime* » (1).

Lorsque la vente a été consentie à la femme seule le marchand à crédit se contente de sa signature, mais à la première échéance où le paiement régulier n'est pas effectué, on obtient un jugement contre le mari et la femme. Ce jugement est le plus souvent par défaut, la femme ne remettant pas la convocation devant le juge de paix au mari. Une saisie sur les salaires ou appointements du mari

1. Chambre *in extenso*, 1898, p. 1526.

est opérée en vertu de ce jugement, de telle sorte qu'il arrive que celui-ci n'a connaissance de sa dette qu'au moment de la saisie.

Parfois pour les dettes contractées par le mari au cabaret, c'est le salaire de la femme qui est saisi ou ce qui est plus triste, c'est le salaire des enfants qui assure le paiement des dépenses du père (1).

Tous les procédés de cette sorte de crédit conduisent l'ouvrier qui en fait emploi à la ruine parce qu'il achète à crédit et à un prix fortement majoré, des fournitures de qualité inférieure, souvent inutiles mais toujours sans proportion avec ses besoins et ses ressources. Le mauvais crédit escompte d'avance le droit de saisie et en fait la base de ses opérations.

L'ouvrier est donc livré à ceux qui savent le mieux l'exploiter; il faudrait enrayer les abus de la vente à crédit pour le protéger et la protection pour être efficace doit être établie surtout contre l'ouvrier lui-même.

4° *Difficultés d'évaluation de la quotité saisissable et causes d'inégalité qui en résultent.* — Lorsque le salaire de l'ouvrier est saisi, il reste à déterminer le chiffre exact qu'il représente. Le salaire doit être considéré *in globo*, c'est-à-dire que les heures supplémentaires, les retenues destinées à être versées à une caisse de retraites ou de secours en cas de maladie (2) figureront dans le quantum du salaire pour le calcul de la quotité saisissable (et natu-

1. Enquête, p. 25 ; M. Plichon, Ch. *in extenso*, 1898, p. 1527.

2. T. Dijon, 5 mars 1896. S. 98. 2. 117. D. 97. 2. 4 et 10 décembre 1888, S. 99. 2. 85. D. 99. 2. 294 ; T. civ. Seine, 1^{er} juin 1897, D. 98. 2. 65 ; T. Civ. Saint-Girons, 17 fév. 1898, *Gaz. du Palais*, 98. 2. suppl. 12.

rellement aussi de la quotité cessible). Au contraire, les amendes et les malfaçons n'y seront pas comprises parce qu'elles viennent en déduction du traitement ou du salaire sans tourner au profit direct de l'ouvrier.

Le calcul est simple quand le salaire total est payé en argent, des difficultés naissent lorsqu'au paiement en espèces viennent s'ajouter des allocations en nature (1). Il ne s'agit pas ici de *truck system*, car le patron ne s'est pas obligé à payer le salaire en argent pour le tout, mais en vertu du contrat de travail ou de louage de services, le patron s'engage par exemple à fournir le logement, le chauffage, l'éclairage, etc.... Doit-on tenir compte de ces allocations en nature ?

A n'en pas douter, elles représentent une partie du salaire qui sans elles serait plus élevé, et l'ouvrier en acceptant la place en a tenu compte. Or ce qu'il importe de fixer, c'est le salaire réel, sur lequel vit l'ouvrier et non le salaire apparent. Le salaire est tout ce qui est le produit du travail régulier de l'ouvrier (2). Ne pas comprendre les allocations en nature dans le salaire pour la fixation de la quotité saisissable serait créer une inégalité que rien ne justifie entre l'ouvrier assuré de son logement, de sa nourriture... par le patron, et l'ouvrier qui ne toucherait qu'un salaire en espèces, avec lequel il doit pourvoir au logement et à la nourriture de sa famille. Ce serait introduire contre l'esprit de la loi l'insaisissabilité absolue du salaire qui consisterait exclusivement en de telles allo-

1. Josserand. *Quest. prat. de légis. ouv.*..., 1900, p. 189.

2. Cauwès, *Cours d'économie politique*, 1893, t. III, n° 802 ; Leroy-Beaulieu, *Traité d'écon. pol.*, t. II, p. 216.

cations (1). La jurisprudence tend cependant à ne pas considérer les allocations en nature comme une partie du salaire, et à n'en pas faire état pour l'application de la loi de 1895 (2). Les Tribunaux ont-ils été impressionnés par les difficultés de l'évaluation en l'absence de données certaines ? ou plutôt, à voir cette jurisprudence si peu fondée en droit, ne peut-on en chercher l'origine dans la nécessité de mieux protéger l'ouvrier, de créer ainsi à côté mais en dehors de la loi une insaisissabilité que le législateur n'a pas voulu mais que le juge trouve juste. La jurisprudence, même après la loi de 1895, aurait ainsi trouvé le moyen de reprendre un pouvoir et d'élargir l'insaisissabilité admise par le législateur.

Pour les employés et les fonctionnaires, la question est plus importante encore que pour les ouvriers, puisqu'au-dessus de 2.000 francs, le droit commun reprend son empire ; en d'autres termes, le Tribunal civil devient compétent, que la procédure de la saisie-arrêt ordinaire est employée et que la saisie est possible pour l'intégralité du salaire.

Si la loi nouvelle paraît avoir soulagé le débiteur malheureux, elle n'a pas évité le défaut d'inégalité à d'autres points de vue aussi. Le domestique, le cocher nourri, logé, même si l'on compte les allocations en nature dans le calcul de la quotité, et *a fortiori* si avec la majorité des tribunaux on

1. Le tribunal civil d'Angoulême permettait la saisie-arrêt si le salaire ne comprenait que des allocations en nature : cette concession est de nature à ruiner le principe posé par la jurisprudence, D. 97. 2. 357. S. 98. 2. 115.

2. T. paix, Paris 17^e arr. 9 sept. 1897. D. 98. 2. 519 ; T. civ. Corbeil, 2 mars 1898. D. 99. 2. 220 ; Limoges 3 juin 1898, D. 1900, 2. 226 ; T. paix Versailles, 6 juillet 1898, Gaz. Trib. 98. 4. 144. *Contrà*, T. civ. Lisieux, 6 février 1900, Gaz. Palais, 1900, p. 359.

n'en fait pas état, sentiront à peine le poids de la saisie qui écrasera l'ouvrier ayant à entretenir un ménage, à nourrir une famille. La charge pèsera plus sur l'ouvrier marié que sur l'ouvrier célibataire, sur l'ouvrier dans les grandes villes que sur celui qui habite de petites localités.

Avant 1895, quand les salaires étaient trop faibles ou quand les charges de famille de l'ouvrier étaient grandes, le juge reconnaissait aux salaires un caractère complètement alimentaire, et les déclarait insaisissables. La loi du 12 janvier 1895 a donc été plus dure pour les petits salaires que ne l'était la jurisprudence antérieure, car à mesure que décroît le taux du salaire, la part de ce qui est essentiel à la vie va en augmentant. A raison de sa modicité, il serait souvent nécessaire que le salaire fût insaisissable pour le tout. — Rigide, inflexible, la quotité légale n'est pas toujours équitable (1).

5° *D'autres défauts ont été signalés en ce qui concerne la procédure*, mais comme il n'est pas possible d'y porter remède, ils n'atteignent pas la question même de la saisissabilité ou de l'insaisissabilité qui est en dehors d'eux. Nous n'en citerons que quelques exemples sans nous arrêter à la discussion du texte souvent confus des articles de la loi de 1895.

Aux termes de l'art. 6 de cette loi, en l'absence de titres, le juge de paix doit autoriser la saisie-arrêt, mais il *peut* l'autoriser sans avoir convoqué les parties. L'ouvrier qui avait

1. Pabon, p. 22 ; Bouvier-Bangillon, Pand, 96. 3. 1 ; César-Bru, *La saisie-arrêt des salaires et petits traitements*, Paris 1896, p. 6. Garsonnet et César-Bru, 3^e éd. t. IV, § 1308, note 8.

l'intention de s'acquitter peu à peu se trouve obligé d'accepter la saisie, la somme énoncée par l'autorisation du juge de paix n'a pas pu être discutée par l'ouvrier et le créancier formera peut-être la saisie pour une somme supérieure à ce qui lui est dû (1).

Le débiteur saisi n'est pas averti par le juge de paix du dépôt de l'exploit de saisie-arrêt, ce ne sera qu'au moment de toucher sa paye qu'il apprendra la retenue. Cette lacune est d'autant plus injustifiable que la loi astreint le greffier à aviser le saisi des oppositions postérieures qui se font par inscription au greffe (2) et il serait facile de réparer cet oubli en obligeant le juge de paix à avertir l'ouvrier par lettre recommandée.

Aucun délai n'est imposé au saisissant pour demander la validité de la saisie-arrêt ; si le débiteur, le tiers saisi ou d'autres créanciers ne demandent pas la convocation des parties, il y aura non une saisie-arrêt mais une simple opposition qui imposera au patron l'obligation d'effectuer des retenues, empêchera l'ouvrier de toucher l'intégralité de son salaire et dont l'effet ne s'éteindra que par la prescription (3). Ainsi, lorsque le débiteur saisi a quitté l'établissement où il travaillait puis y a repris un emploi après un certain laps de temps, l'ancienne saisie qui n'a pas été suivie de demande en validité, frappe les sommes dues en vertu du nouveau contrat de travail, et le tiers saisi qui néglige d'opérer la retenue d'un dixième sur le salaire sera déclaré

1. *Cons. sup. du trav.*, juin 1900, p. 417.

2. Bender, p. 67.

3. Pabon, p. 43, André et Guibourg. *Le Code ouvrier*, Paris 1898, p. 143.

débiteur pur et simple des retenues qu'il n'a pas opérées (1). La fixation d'une retenue supprimerait cet inconvénient.

Rappelons les ennuis que cause au patron, contraint d'aller faire en personne sa déclaration affirmative, la compétence du juge de paix du domicile du débiteur saisi, alors qu'il était logique d'attribuer compétence au juge de paix du domicile du tiers-saisi, moins sujet à changer (2). Rappelons aussi les difficultés qui se présentent quand le débiteur veut obtenir la mainlevée de la saisie (3).

Enfin, la possibilité de l'appel au-dessus de la compétence du juge de paix est une cause de lenteur et de frais qu'on pourrait éviter en lui reconnaissant la compétence en dernier ressort.

Pour la *cessibilité*, les mêmes conséquences se produisent quoique certainement à un degré moindre. Les frais n'existent plus, mais le mauvais crédit se retrouve, et d'ordinaire la saisie ne vient que lorsque la cession du dixième a déjà été consentie.

L'enquête de l'Office du travail ne s'est pas préoccupée des *retenues et imputations faites par le patron* soit en vertu des art. 4 et 5 de la loi, soit en dehors des cas qu'ils prévoient. On peut le regretter, car il eût été intéressant de connaître l'étendue du crédit que l'ouvrier trouve chez celui qui l'emploie et de savoir si les patrons ou directeurs d'établissements industriels qui ont fondé des économats ont recours aux retenues, à la saisie ou à la cession (4). D'autre

1. T. paix, Reims 31 mars 1898. *Rev. just. paix*, 1899, 385.

2. V. *suprà*, p. 51. Bender, p. 66.

3. V. *suprà*, p. 48.

4. V. l'exposé des motifs de la proposition Coutant (Ch., 1899, p. 138).

part des conflits sont de nature à s'élever entre le patron et les créanciers saisissants ou cessionnaires. En cas d'avances en espèces, nous croyons que le patron n'a le droit de compenser qu'un dixième, la saisie ou la cession du salaire lui sont refusées. Tel est en effet l'idée de la loi qui a reconnu au patron une portion distincte de celle des autres créanciers, le fait même qu'il a été classé à part indique suffisamment qu'on ne lui a pas reconnu les droits des autres créanciers. Il est d'ailleurs un privilégié puisqu'il est certain de ne pas supporter de concours sur le dixième qui lui est réservé. S'il en était autrement, si à la suite d'avances en espèces, le patron pouvait non seulement compenser un dixième, mais encore saisir et peut-être se faire consentir une cession, combien il serait facile de soustraire la totalité du salaire à l'action des créanciers de l'ouvrier ! Une entente avec le patron suffirait, — et entre petits patrons et ouvriers, elle serait facile, — pour paralyser à peu près complètement l'exercice de leurs droits par les autres créanciers (1).

L'interdiction de la compensation au delà d'un dixième pour les *avances en espèces* n'est pas une mesure suffisante ; à ce point de vue, la loi de 1895 est une loi imparfaite, l'ouvrier n'est pas assez protégé à l'égard du patron créancier. Aucune disposition pénale ne sanctionne l'interdiction de la compensation qu'il s'agisse d'avances en espèces ou de fournitures quelconques alors qu'on aurait compris l'établissement d'une amende au triple ou au quadruple du montant de la portion du salaire compensée en plus du

1. T. civil Lyon, 26 juillet 1898, Mon. jud., Lyon, du 16 novembre. *Contra* Desailly, p. 46.

dixième ou en dehors des cas d'avances en espèces. — En fait, il serait difficile de limiter la compensation. Peut-on supposer que l'ouvrier s'empressera d'invoquer la prohibition de l'article 4 lorsque le patron n'y satisfait plus? Sa situation de dépendance lui impose le silence et réclamer contre la compensation illégale serait demander son renvoi.

CHAPITRE III

LA RÉFORME DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

Une situation aussi grave et aussi caractérisée devait éveiller le désir d'y porter remède. Le créancier et l'ouvrier n'ont pas profité de la loi de 1895 ; ceux qui ont été appelés à en bénéficier sont les agents de poursuite et les marchands à crédit. Des facilités de saisie, on s'est fait une arme contre l'ouvrier. L'expérience faite jusqu'à ce jour a été concluante, elle ne laisse plus de place qu'à deux solutions : ou conserver le principe de la saisissabilité partielle en améliorant son application, ou proclamer résolument l'insaisissabilité absolue du salaire.

Cependant la loi de 1895, si imparfaite qu'elle soit, trouve encore des partisans. S'ils reconnaissent l'augmentation des saisies et l'exagération des frais, ils n'en estiment pas moins que tel qu'il est, le système de la loi est préférable à tout autre (1). Beaucoup croient que la retenue n'excède pas les facultés des ouvriers et des employés, ils prétendent que la retenue est la base fondamentale du crédit du petit

1. Enquête, p. 48, 52 à 55.

employé comme de l'ouvrier, et que la saisie servant tantôt de frein et tantôt de sanction a précisément pour objet de les empêcher d'acheter au delà de leurs moyens, de faire des dupes. Mais l'enquête de l'Office du travail nous a prouvé que la saisie a pour conséquence la ruine de l'ouvrier, et nous avons reconnu que c'est le mauvais crédit seul qui prend pour base la possibilité de saisir le salaire et que s'il y a des dupes, on peut compter parmi elles tous les ouvriers qui se laissent séduire par les avantages des ventes à tempéraments.

Parmi les partisans du maintien de la saisissabilité partielle, l'entente est loin d'être faite. Chacun s'efforce de parer aux inconvénients qui lui semblent appeler la plus prompt solution ou qui l'ont le plus vivement frappé. Sans nous attacher à reproduire les souhaits formulés en ce sens, ni à exposer en les discutant les propositions déjà soumises aux Chambres, nous devons indiquer l'ensemble des réformes susceptibles d'améliorer la loi du 12 janvier 1895.

Réformes de procédure. — Les réformes de procédure tendent à diminuer les frais, en réduisant les formalités nécessaires pour pratiquer la saisie-arrêt, et à assurer la répartition. Les moyens offerts sont nombreux ; le projet de loi voté par la Chambre des députés le 1^{er} avril 1898, conçu dans un esprit d'amélioration de la loi ancienne, consigne et résume l'ensemble de ces principaux moyens qu'il a empruntés aux propositions de réforme déjà faites et soumises à l'appréciation de la Commission du travail(1).

1. Sénat, Doc. parl. Ann., 1898, n° 218 ; Bender, *Quest. prat. de légis. ind.*, 1900, p. 115.

1° Aucune saisie-arrêt n'est permise sans une tentative d'arrangement devant le juge de paix du domicile du débiteur, même si le créancier est porteur d'un titre. On prive ainsi le titre exécutoire d'une partie de sa valeur légale, dans le but d'éviter les frais.

2° L'exploit de saisie-arrêt délivré par l'huissier est supprimé et remplacé par une lettre recommandée du greffier au tiers-saisi ; l'ouvrier ou l'employé saisi est également averti de la saisie par lettre recommandée.

3° En cas de non-comparution, à défaut d'arrangement ou lorsque la créance n'est pas contestée, le juge de paix autorise la saisie-arrêt et énonce la somme pour laquelle elle est fondée.

4° Si de nouveaux créanciers surviennent lorsque la saisie a été pratiquée, leur opposition devra être formée avec l'autorisation du juge de paix et après tentative d'arrangement. Le créancier saisissant ne peut plus retarder la procédure, car toutes les parties intéressées peuvent obtenir la convocation des créanciers et la continuation de la procédure.

5° Le patron tiers-saisi peut faire la déclaration de ce qu'il doit par lettre recommandée (1). Il doit remettre les fonds provenant des retenues, au greffier qui, sous la surveillance du juge de paix, fera les distributions.

6° On ne procédera à la distribution que lorsqu'un dividende minimum de 35 pour 100 du capital et des intérêts

1. La lettre recommandée suffisant pour la déclaration affirmative, la simplification est plus avantageuse au patron que l'attribution de la compétence du juge de paix de son domicile comme on l'avait proposé. V. *suprà*, p. 67.

sera réuni, après prélèvement des frais de contribution, et ce n'est plus comme dans l'ancien article 11 une faculté pour le juge de paix, c'est une obligation formelle. Le greffier ayant les fonds entre les mains, les états de répartition sont supprimés. Un seul bordereau de répartition est établi, c'est le procès-verbal de distribution et tous les créanciers donneront acquit sur ce procès-verbal après avoir reçu ce qui leur était dû.

La mainlevée pourrait aussi consister dans une simple déclaration du créancier, et le greffier devrait l'inscrire sur le registre des saisies. Ce registre mentionnerait également les arrangements amiables intervenus entre les parties postérieurement à la saisie.

Enfin pour que la cession ne puisse être faite à l'insu du débiteur et en dehors de sa volonté clairement manifestée, on exige comme condition de sa validité une déclaration souscrite par le cédant devant le greffier de la justice de paix de son domicile. Le tiers-saisi devra ensuite opérer la retenue sur une simple notification que lui adressera le greffier par lettre recommandée (1).

La franchise postale est accordée aux lettres recommandées dont le projet de loi établit l'envoi, et tous les actes, décisions et formalités sont rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis (2).

1. Propos. Basly, Ch. Ann., sess. extraord., 1897, p. 157 ; Séance de la Chambre du 1^{er} avril 1898, Ch. *in extenso*, 1898, p. 1523. Comp. Koch, *Ueber die zulaessigkeit*, p. 26.

2. Basly, Séances de la Chambre des 18 et 20 janvier et 1^{er} avril 1898, Ch. *in extenso*, 1898, p. 101, 110 et 1525.

Réformes diverses. — D'autres réformes ont été demandées soit à titre exclusif, soit en y adjoignant la réforme des frais et de la procédure (1).

La *limitation de la saisissabilité à certaines natures de créances* a paru à quelques-uns le seul moyen permettant d'enrayer les abus des « entrepreneurs de crédit ». La saisie ne sera admise que pour le paiement des dettes obligatoires provenant de l'acquisition des objets de première nécessité. Mais on n'arrive pas à déterminer la liste des créanciers qu'on veut favoriser. On écarte le marchand de vin, le magasin de vente à crédit, seulement, si l'on conserve l'épicier, le marchand de vin par exemple se fera épicier ou du moins se qualifiera comme tel. S'il faut distinguer l'épicier ordinaire et l'épicier détaillant, on aura toujours à craindre que l'un n'empiète sur les fonctions de l'autre (2). Puis, dans la plupart des centres miniers, le vin est considéré comme indispensable, devra-t-on autoriser la saisie pour des dépenses de cette nature et jusqu'à concurrence de quel chiffre ? D'ailleurs chaque saisie devrait faire l'objet d'une appréciation de fait, de la part du juge de paix : il ne suffirait certainement pas qu'une dette fût réclamée par un créancier favorisé pour que la saisie fût autorisée, il faudrait de plus prouver que la créance provient de la vente d'objets réputés nécessaires.

Quant à ceux qui n'admettent la saisissabilité que pour les pensions alimentaires et les impôts, ils consacrent, à bien

1. Enquête p. 80.

2. Dans l'Enquête belge, t. I, p. 1159, on proposait d'assimiler les dettes de cabaret aux dettes de jeu, ou de n'en permettre le recouvrement que le jour où elles sont contractées.

le prendre, l'insaisissabilité entière en y apportant deux exceptions.

Les effets de la saisie pourraient être restreints. Pour éviter qu'un trop large crédit ne soit ouvert à l'ouvrier, on pourrait ne permettre la saisie que jusqu'à concurrence de 100 ou 200 francs par créancier, ou d'une somme égale au quart du salaire mensuel ; et comme la durée des retenues a des conséquences fâcheuses, défendre en même temps la saisie pour plus de trois mois.

L'extension des pouvoirs du juge de paix ramènerait à un système analogue à celui de la jurisprudence antérieure à la loi de 1895. Le législateur lui confiant l'application de la saisie fixerait un maximum et un minimum entre lesquels pourrait évoluer l'appréciation du juge de paix. Le pouvoir de celui-ci serait très étendu, on lui permettrait de refuser ou d'ajourner la saisie, même s'il y avait titre. Il tiendrait compte de la nature des créances, du gain du débiteur, de ses charges de famille et trouverait un point d'équilibre où l'existence du débiteur et de sa famille serait assurée et où les obligations-légitimement prises à l'égard de ses créanciers seraient exécutées.

La prohibition de la saisie du salaire de la femme pour les dettes du mari, du salaire du mari pour les achats excessifs de sa femme empêcherait les abus commis par les marchands de vin et les vendeurs à crédit, et la protection s'étendrait aux enfants dont le salaire ne pourrait jamais être rendu indisponible pour des dettes contractées par leurs parents.

Pour empêcher que le patron ne renvoie l'ouvrier dont le salaire est frappé de saisie, on a pensé à édicter des peines.

Mais en admettant même qu'on puisse de ce chef imposer une obligation au patron, on ne peut se dissimuler que le patron aura de nombreux moyens de l'éviter en prétextant d'autres motifs de renvoi.

Malgré tous ces remèdes proposés, même si le législateur les admettait dans leur ensemble, les inconvénients signalés subsisteraient et il n'est pas bien sûr qu'ils seraient moindres.

La réduction des frais amènerait une nouvelle augmentation du nombre des saisies ; on n'hésitera plus du tout à saisir pour des sommes sans importance (1), et on arrivera cette fois à faire de la saisie le mode ordinaire et normal de paiement, ce qui rendrait encore plus courants les achats à crédit. — Il y a d'ailleurs une limite à la réduction des frais. Quoiqu'on fasse, il n'est guère possible de supprimer les répartitions judiciaires et cette procédure restera toujours coûteuse et difficile. L'huissier ne va plus jouer aucun rôle dans la saisie, mais les frais que l'ouvrier débiteur devait lui payer, il les paiera au greffier sous forme d'émoluments : l'origine des frais aura été changée, l'ouvrier saisi n'en profitera pas puisque ces frais subsisteront. On dira peut-être : qu'on diminue les émoluments du greffier ! Or ceux-ci prétendent être suffisamment payés sous l'empire de la loi actuelle ; et qui plus est, peut-on diminuer leurs bénéfices alors qu'on augmente leur responsabilité en les obligeant à recevoir et à conserver les fonds provenant des retenues. On citait à la séance du 1^{er} avril 1898 de la Chambre des députés le cas d'une justice de paix qui aurait eu

1. Communication faite par M. Jay au Cons. sup. du travail, juin 1900, p. 427

plus de 300.000 francs à manier en vertu de la loi de 1895 au cours de l'année 1897 (1).

La réforme des frais et la suppression de l'exploit de saisie-arrêt ont aussi soulevé de nombreuses réclamations des huissiers venant protester contre les dispositions du projet de loi adopté par la Chambre des députés (2).

Croit-on remédier au mal que cause le mauvais crédit en se bornant à établir la liste des fournisseurs admis à saisir? Cette liste est particulièrement difficile à déterminer parce qu'on ne peut réprimer de semblables abus sans qu'ils réapparaissent sous une forme nouvelle et les exceptions proposées en faveur de quelques professions détruiraient en réalité la règle établie, la plus grande partie des dettes des ouvriers et des employés ayant leur cause dans des fournitures d'aliments (3).

Une loi venant déterminer le fonctionnement des opérations de vente à crédit serait d'une véritable utilité (4). Peut-être serait-il préférable, pour mieux protéger l'ouvrier et le petit employé, de qualifier ces opérations d'usuraires, car c'est bien l'usure qui se dissimule sous ces ventes à paiements échelonnés, et cette sanction pénale serait encore le plus sûr moyen d'arriver à enrayer les spéculations des entrepreneurs de crédit. Toutefois si ces réformes empê-

1. Ch. *in extenso* 1898, p. 1523.

2. Protestations de la communauté des huissiers de l'arrondissement de Roche-sur-Yon... Ch. *in extenso*, 1900, p. 1181 (Séance du 9 avril 1900).

3. Rapport de M. Lyon-Caen, p. 5; M. Jay au Cons. sup. du Trav., juin 1900, p. 429.

4. La loi du 12 mars 1900 a réglementé les ventes à tempéraments de valeurs de bourse et garanti à l'acheteur l'exécution loyale du contrat. Comp. la loi anglaise du 6 août 1896. Ann. légis. étr. 1896, p. 135.

chaient beaucoup d'abus, à elles seules, elles seraient insuffisantes ; elles ne remédieraient pas aux défauts et aux conséquences de la saisie ou de la cession du salaire.

Toute amélioration de la loi de 1895 ne pourrait donc avoir qu'un effet transitoire (1). C'est le principe de cette loi qui est ébranlé, il ne suffit pas d'en réajuster les applications, il faut le renverser pour construire sur des bases nouvelles.

L'insaisissabilité absolue apparaît dès lors comme la seule voie ouverte au législateur.

1. Bender p. 429.

CHAPITRE IV

L'INSAISSABILITÉ ABSOLUE

Le principe de l'insaisissabilité ne serait pas une nouveauté dans notre droit, à plus forte raison ne serait-il pas contraire aux principes généraux de notre législation.

Les traitements des ministres des cultes (1) et des agents diplomatiques (2) ont été dès longtemps déclarés entièrement insaisissables. Une seule exception avait été faite à la saisissabilité des salaires, en faveur des marins (3) parce qu'elle importait au développement de la marine marchande. C'est qu'en effet si l'on avait voulu « obvier à l'imprévoyance des marins qui avant et pendant un voyage de long cours sont portés à se dédommager follement des privations qu'ils ont éprouvées, par des dépenses sans utilité », on avait surtout cherché à empêcher les marins de se mettre dans l'impossibilité d'entreprendre le voyage pour lequel

1. Arrêtés du 18 nivôse an XI, art. 1, du 15 germinal an XII, art. 6 et loi du 8 février 1841.

2. Avis du Conseil d'Etat sanctionné le 25 novembre 1810.

3. Ordonnance du 1^{er} novembre 1745 art. 3. Arrêté du 2 prairial an IX art. 111, du 8 ventôse an XI, règlement gén. du 17 juillet 1816, art. 37. Décret du 4 mars 1852 art. 1. — Rouen 26 mars 1859, D. 59. 2. 157.

ils avaient loué leurs services, en engageant d'avance leurs salaires.

D'autre part, l'idée d'insaisissabilité absolue n'est pas née seulement depuis la loi de 1895, déjà la jurisprudence antérieure reconnaissait la possibilité de faire échapper à toute saisie-arrêt les salaires des ouvriers lorsqu'on pouvait les considérer comme strictement alimentaires pour le tout (1), et en réponse à la circulaire du ministre du commerce du 15 mars 1890, certaines Chambres de commerce souhaitaient de voir le législateur déclarer le salaire de l'ouvrier entièrement insaisissable (2). Une proposition de loi en ce sens avait été déposée à la Chambre des députés dès 1887; elle demandait l'insaisissabilité jusqu'à 2400 francs et, au-dessus de cette somme limitait au cinquième la saisie (3).

§ I. — Le salaire doit être insaisissable.

Les résultats malheureux de la loi du 12 janvier 1895 sont autant de raisons en faveur de l'insaisissabilité absolue du salaire. Il semble de plus qu'il est difficile de demander la saisie ou la cession du salaire quand on a constaté son caractère strictement alimentaire et son insuffisance.

Le salaire de l'ouvrier a un *caractère alimentaire* incon-

1. Cass. 10 avril 1860, S. 60, 1, 502, D. 60, 1, 166, parmi les décisions récentes. T. civ. Bordeaux 21 juin 1897, Pand. 98, 2, 144.

2. V. notamment Chambre de Commerce de Reims. Délibérations Reims 1890 p. 10.

3. Propos. Jacquier Ann. Ch. 1887 n° 1733 p. 716.

testable, et c'était sur cette idée que se fondait la jurisprudence antérieure à la loi pour restreindre les effets des oppositions. L'ouvrier vit au jour le jour, son salaire est le seul élément de sa fortune et s'il est compromis aucune autre ressource ne compensera sa perte. Retirer à l'ouvrier une partie si faible soit-elle du salaire, c'est risquer d'anéantir l'existence économique de toute une famille. Se rend-on bien compte des charges qu'impose à l'ouvrier une famille nombreuse, quand il veut suffire à ses besoins par son travail sans rien demander à personne, sans s'adresser au bureau de bienfaisance ? Ces charges sont si lourdes que dans certaines villes, à Lyon par exemple, un ouvrier qui a plus de trois enfants est considéré par le bureau de bienfaisance comme ne pouvant se suffire et comme ayant en principe droit aux secours.

On s'accorde à reconnaître l'insuffisance du salaire (1), et dans les centres industriels le taux apparent du salaire n'est que l'exacte compensation de la cherté des produits. Comment peut-on ensuite en admettre la saisissabilité partielle ? Si le salaire est insuffisant, il a en totalité un caractère alimentaire.

Le salaire ne devrait pas seulement procurer les moyens d'existence physique, ce qui est nécessaire pour ne pas mourir de faim, les besoins de la vie sociale sont autrement complexes, car il faut que tout individu ait une certaine somme de bien-être aux points de vue physique, intellectuel et moral.

1. Stocquart, *Le contrat de travail*, Bruxelles, 1895, p. 155 ; Bender, thèse, Lyon.

La situation précaire de l'ouvrier tient, dit-on, à ce qu'il n'a pas le goût de l'épargne, mais peut-on parler d'épargne en présence d'un salaire insuffisant car l'épargne consiste dans un excédent du revenu de la famille ouvrière sur sa dépense. Puis s'il faut développer l'esprit d'épargne chez les ouvriers, l'épargne ne doit pas être le but suprême ; on doit encourager le goût de l'épargne (1) mais il serait malhabile et néfaste de vouloir resserrer les dépenses de la famille ouvrière dans un cercle trop étroit, parce que le salaire ne doit pas uniquement faire vivre l'ouvrier, il doit lui permettre de réaliser les mêmes progrès que les autres classes dans la voie de la civilisation. D'ailleurs l'épargne deviendra moins utile le jour où le législateur se décidera à assurer à tout ouvrier une retraite.

L'insaisissabilité ferait disparaître les inconvénients que la pratique a révélés. Avec elle, toutes les formalités de procédure qui, même après les réformes profondes qu'on a proposées seraient l'occasion de frais importants, s'évanouiraient. L'ouvrier ne serait plus tenté de fuir d'atelier en atelier devant les oppositions de ses créanciers, et déjà la famille en deviendrait plus stable, son existence n'étant plus mise en danger. Le patron n'aurait pas à prendre la dure résolution de renvoyer son employé pour éviter les responsabilités que la saisie suspend sur sa tête et les rapports entre ouvriers et patrons en sortiraient améliorés.

L'insaisissabilité empêcherait l'ouvrier marié d'être la

1. Par exemple, donner des primes à ceux qui n'auront pas de dettes à la fin de l'année. « On stimulerait le goût de l'épargne, on développerait les sentiments d'ordre et de prévoyance, et le mauvais crédit recevrait un rude coup. » *Enq. de la commission du travail de Belgique de 1886*, t. II, p. 298.

victime des dépenses exagérées de sa femme, elle sauvegarderait le salaire de la femme pour les besoins du ménage si le mari est un gaspilleur ou un ivrogne (1).

Elle diminuerait le mauvais crédit en supprimant les tentations de dépenses car les magasins de vente à crédit ne pousseraient plus à des achats exagérés, ils offriraient d'une façon moins pressante leurs produits, dès lors que les risques rendraient leur commerce plus difficile et puisque le crédit qu'ils consentent repose sur la saisissabilité du salaire. Au surplus, c'est lorsque ce crédit commencerait à avoir son utilité qu'il n'existe plus. Quand le besoin s'en fait sentir, en cas de chômage, de maladie, il est retiré, il disparaît; alors en effet la garantie de la cession ou de la saisie devient inefficace et l'ouvrier privé de ressources ne voit plus venir à lui ces commerçants auparavant si empressés.

Ce serait la fin de « l'asservissement par le crédit ». Au procédé du crédit se substituerait la nécessité de l'achat au comptant et l'ouvrier y trouverait tout profit : 1^o Obligé qu'il serait de se montrer plus réservé dans ses dépenses inutiles, il s'efforcerait de mieux équilibrer son faible budget en le répartissant au mieux de ses intérêts. L'insaisissabilité le rendrait prévoyant. 2^o Il gagnerait les majorations qu'il paie aujourd'hui au débitant qui, vendant à crédit, doit se récupérer des avances nécessitées par ce crédit. Il pourrait discuter le prix et la qualité de la marchandise fournie, et choisir le magasin qui vend au meilleur

1. Peut-être serait-elle dans une certaine mesure un moyen de réprimer l'alcoolisme, le marchand de vin étant moins disposé qu'avant à servir à son client des consommations à crédit.

prix, tandis que le crédit lie l'ouvrier au magasin où il a une dette et l'oblige à accepter les marchandises au prix qu'on lui indique. Seuls, l'imprévoyant incorrigible, le mauvais payeur ou celui qui ne cherche qu'à faire des dupes pourront s'en plaindre (1). Nous montrerons plus loin que le vrai crédit, seul utile à l'ouvrier, subsisterait.

Mais surtout la moralité de l'ouvrier y gagnerait puisque le crédit reposerait sur d'autres bases que la saisissabilité plus ou moins large, et que l'ouvrier ne pourrait plus dépenser au delà de ce qu'il gagne (2).

Objections faites à l'insaisissabilité absolue. — Les partisans d'une simple modification de la loi de 1895 ont fait à l'insaisissabilité absolue des objections nombreuses.

On a commencé par soutenir que les ouvriers saisis ne sont pas dignes de pitié. Ce sont des personnes négligentes, imprévoyantes qui n'ont aucune habitude d'ordre ou d'économie, quelquefois même ce sont des débiteurs faisant preuve d'une mauvaise volonté manifeste. Cette affirmation est trop absolue, d'abord la saisissant aurait souvent à se reprocher d'avoir exploité cette négligence ou cette imprévoyance de l'ouvrier dans la direction de son ménage, puis cette mauvaise volonté quand elle existe n'est d'ordinaire que la révolte d'un individu qui se sent dupé. Enfin la saisie frappe l'ouvrier chargé de famille, l'ouvrier honnête et laborieux que les avantages problématiques d'une vente à

1. « Nous reconnaissons, disaient les ouvriers dans l'*Enquête belge* de 1886 T. II p. 298, que le crédit nous perd. Le crédit fait augmenter toutes les marchandises, nous voudrions le voir supprimer ».

2. Cons. sup. du trav. Session de 1891 p. 495.

crédit ont séduit, et « c'est là où il y a le plus de misère qu'il y a le plus de saisies » (1).

Sous prétexte de sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière, on va tuer le petit commerce qui n'arrive à lutter contre les grands magasins, les éconômats et les coopératives que par le crédit qu'il accorde à ses clients, on protège les uns en ruinant les autres. Lorsque l'ouvrier cherche un logement, le propriétaire se décidera-t-il à lui louer sans garanties? — Cette critique ne porte pas parce que le petit commerçant et le propriétaire recourent très rarement à la saisie, c'est donc qu'ils n'en font pas dépendre le crédit qu'ils accordent, et se préoccupent, moins de la garantie incertaine de la quotité saisissable que des garanties morales que leur offre le débiteur. Il paraît logique d'en conclure que la suppression de la saisissabilité ne réduira pas à leur égard, le crédit de l'ouvrier. Ne pourrait-on pas renverser l'objection, pour le petit commerçant, et dire que c'est le crédit trop largement ouvert aux ouvriers et aux employés qui le ruine. Ce ne serait du reste pas un mal que le crédit chez les fournisseurs fut restreint, — si tel était l'effet de l'insaisissabilité —, et ces derniers y trouveraient aussi leur avantage; tenus à plus de réserve, ils se contenteraient d'un moindre bénéfice puisqu'ils vendraient sinon au comptant, du moins avec la certitude d'être payés.

La saisie était un frein moral, dit-on, des abus ont été commis, mais quelles conséquences morales plus graves aura l'admission de l'insaisissabilité absolue! Elle entraînera la démoralisation progressive de l'ouvrier, en le sous-

1. Cons. sup. du trav. juin 1900 p. 431

trayant à l'obligation de payer ses dettes. Est-il moral qu'un individu puisse se dérober complètement au paiement des dettes qu'il a contractées sous prétexte qu'il gagnerait seulement de quoi vivre ? Si des considérations d'humanité justifiaient l'insaisissabilité partielle, elles ne peuvent conduire à l'insaisissabilité. On insiste en disant que c'est porter atteinte à la dignité de l'ouvrier, c'est le traiter en être inférieur, irresponsable, en homme imprévoyant, incapable de disposer même d'une partie du salaire qu'il a gagné (1). On lui enlève le sentiment du devoir, le respect des engagements librement contractés.

Sûr de n'être pas poursuivi, pouvant toucher l'intégralité de son salaire sans que le créancier rendu impuissant ait le droit de s'y opposer, l'ouvrier sera incité à contracter le plus de dettes qu'il pourra et sera d'autant plus disposé à faire des achats qu'il saura bien qu'on n'aura aucun moyen de l'obliger à les payer.

Le crédit sera pour celui qui sera le plus habile à promettre à ses créanciers, à éblouir les fournisseurs. L'ouvrier exploitera les petits commerçants, puis son crédit épuisé, il changera de domicile pour aller exploiter les fournisseurs d'un autre quartier ou d'une localité voisine.

Ces résultats qu'on prévoit devoir être ceux de l'insaisissabilité, nous les avons reconnus en partie comme des conséquences de la loi de 1895, et nous ne croyons pas que l'insaisissabilité les amène. — Certes la substitution du régime de l'insaisissabilité à celui de la saisissabilité pourra faire naître une période où la mauvaise foi triomphera, et la

1. Rapport Rose du 21 mars 1898, Ch. Ann. 1898, p. 875.

transition présentera des difficultés, mais cette période sera brève et si quelques ouvriers s'illusionnaient sur les effets de l'insaisissabilité, ils seraient vite détrompés.

L'insaisissabilité assurera une liberté plus grande à l'ouvrier, soustrait à toute poursuite ou menace de poursuites protégé contre les offres de ceux qui veulent l'exploiter, et contre lui-même, contre son propre entraînement. On le traite si peu en incapable qu'on lui permet de disposer à son gré et sans conteste de la totalité de son salaire.

Mais objectent les partisans de la saisissabilité limitée, la destruction du crédit sera l'aboutissement d'une mesure aussi absolue que l'insaisissabilité. L'ouvrier sans crédit aura recours au prêteur sur gage, autrement dangereux pour lui que le « marchand de crédit ». — Il faut l'avouer, le crédit est souvent un mal pour l'ouvrier (1) et c'est lui rendre service que de ne pas lui ouvrir un compte trop libre. Le crédit est indispensable pour certaines entreprises qui ne pourraient commencer à moins d'avoir des capitaux considérables ; mais lorsqu'il s'agit des dépenses journalières de consommation, l'intérêt de chacun est que ces dépenses soient immédiatement réglées. La situation de l'ouvrier ne s'améliore pas quand son crédit augmente, un bien-être seulement momentané en résultera, suivi de jours pénibles. L'ouvrier ne devrait pas user du crédit pour les besoins courants de la vie, un crédit permanent est pour lui hors de proportion avec l'étendue de ses ressources. Sauf des cas exception-

1. « Le crédit est le ver rongeur de l'ouvrier » (*Enq. de la com. du trav. belge* 1886 t. I, p. 296) « Le crédit est la plaie de l'ouvrier » (*Enq. de l'off. du travail*). — Cons. sup. du travail, juin 1900, p. 443.

nels, le crédit ne devrait pas en général dépasser la quinzaine pour l'ouvrier, le mois pour l'employé.

Nous l'avons dit, la conséquence immédiate de l'insaisissabilité sera la suppression du mauvais crédit. Quant aux maisons de prêts sur gages, si l'ouvrier devait en user, le crédit qu'elles lui accorderaient, ne serait pas payé plus chèrement que dans les magasins de vente à crédit. Le crédit chez les fournisseurs se trouvera peut-être quelque peu resserré, car l'insaisissabilité leur sera un avertissement de ne faire des avances qu'en connaissance de cause.

Mais le crédit de l'ouvrier ne sera pas détruit ; ce sera un crédit purement moral répondant bien à la notion essentielle du crédit qui repose sur la confiance que l'on a qu'un individu remplira les obligations qu'il a contractées. Ce crédit prendra sa source dans la considération et l'honorabilité que les qualités de l'ouvrier, ses habitudes d'économie, son habileté professionnelle lui auront acquises. Les petits commerçants prendront des renseignements sachant que la volonté honnête de leur débiteur devient leur dernière ressource, et l'ouvrier saura que ses fournisseurs ne lui font crédit qu'en raison de ses habitudes et de ses qualités, qu'il dépend de lui d'avoir du crédit, en d'autres termes, qu'il n'aura que le crédit qu'il mérite. Alors le crédit devenant individuel et personnel, chacun s'assurerait son crédit par sa conduite et sa réputation ; ceux-là seuls pourront faire appel au crédit dont la moralité et le bon vouloir auront fait présumer qu'ils sont dignes du crédit qu'ils demandent (1). Le développement de l'industrie sans attacher

1. L'exposé des motifs de la loi de 1895 disait déjà « le crédit de l'ouvrier

l'ouvrier à une sorte de colonat industriel et tout en assurant une suffisante mobilité du travail, tend à le fixer au même endroit ; les lois en faveur de la classe ouvrière, y contribuent aussi pour une large part. Loin de lui être défavorable, ce résultat permet à l'ouvrier de mener une vie plus régulière, de mieux se grouper pour coopérer à un effort commun. — L'insaisissabilité confirmera ces avantages : l'ouvrier mieux connu, apprécié à sa valeur, aura le crédit que ses qualités lui auront assuré.

Beaucoup de réformes radicales ont soulevé des protestations du genre de celles dont l'insaisissabilité a été l'objet. Que ne disait-on pas lors de l'abolition de la contrainte par corps, « le commerce était perdu, le crédit était tué, la prospérité publique était détruite... » or personne n'oserait aujourd'hui reprendre les violentes diatribes déchaînées contre une mesure aussi humaine, alors que la contrainte favorisait surtout les usuriers au même titre que la saisissabilité profite aux professionnels du crédit (1).

Dans les cas exceptionnels où l'ouvrier a besoin de crédit, comment se le procurera-t-il ? C'est qu'en effet, pour l'ouvrier, le chômage, les grèves, la maladie amènent des jours sans paye et « s'il n'a pu se ménager du crédit ce sont des jours sans pain ». Une naissance, un décès, une période de service militaire peuvent mettre la famille ouvrière dans une situation inquiétante.

La question dépasse le champ d'action de l'insaisissabilité, puisque c'est le problème de l'organisation du crédit

est le plus souvent moral, sa bonne conduite, la confiance qu'il inspire sont aux yeux des créanciers ses meilleurs répondants ».

1. Emion p. 25.

de la classe ouvrière qui se pose. Il est toutefois indispensable de montrer quels moyens assureront à l'ouvrier ce crédit utile. Le Conseil supérieur du travail, dans sa session de juin 1900 (1) s'en rendait nettement compte quand, après s'être prononcé pour l'insaisissabilité et l'incessibilité absolues des salaires, il exprimait le vœu que « des institutions de solidarité sociale, au point de vue du placement, du logement et du chômage pussent fonctionner au profit des ouvriers ».

Pour le placement des ouvriers on pourrait « établir des offices de placement et installer des logements destinés à abriter les ouvriers qui cherchent du travail » (2), on soustrairait de la sorte l'ouvrier aux abus du prêt par le marchand de vin (3). Pour le logement, le propriétaire ne louera qu'à ceux dont il reconnaîtra la moralité, car le mobilier de l'ouvrier sera souvent une trop faible garantie. Mais si l'ouvrier arrive avec sa famille dans une nouvelle ville où des travaux importants vont être entrepris, comment se procurera-t-il un logement? On a pensé à rétablir un livret en faveur de l'ouvrier, mais il en résulterait plus d'inconvénients que d'avantages. La question rentre dans celle du crédit de l'ouvrier en général, or l'obligation pour le patron de faire des payes fréquentes, un usage plus étendu des acomptes éviteront à l'ouvrier d'acheter à crédit ou de chercher du crédit. Au reste, il n'est pas douteux que le patron consente

1. Cons. sup. trav. juin 1900, p. 524.

2. Cons. sup. trav. juin 1900, p. 442 — Normand, *Etude comparée sur le placement en France et à l'étranger*, thèse Paris 1900, p. 404 et 408.

3. Cons. sup. trav., p. 437.

des avances à tout ouvrier sérieux et ce sera là pour l'ouvrier le meilleur moyen de se procurer du crédit.

Des coopératives de consommation seraient préférables aux économats (1) et remplaceraient avantageusement les magasins de vente à crédit ; elles pourraient par des prélèvements sur les bénéfices à réaliser constituer une réserve dont le but serait d'alimenter une caisse d'assurance contre la maladie ou contre le chômage. Enfin on favoriserait la création d'institutions de prévoyance ; les sociétés de secours mutuels sont entrées depuis la loi du 1^{er} avril 1898 dans une période de plein développement, des caisses de prêts pourraient y être adjointes ainsi que des caisses garantissant contre le chômage : c'est par les sociétés de secours mutuels que le crédit ouvrier est appelé à progresser en France.

Incessibilité. — Convient-il de conserver la cessibilité ? Certains partisans de l'insaisissabilité réservent la possibilité de céder une partie du salaire parce qu'il importe que l'ouvrier ait un moyen de se ménager du crédit (2). Pour éviter que sa bonne foi ne soit surprise, la cessibilité se ferait sans frais sur simple signature de l'ouvrier acceptée par le créancier et contresignée par le patron ou autorisée par le juge de paix ; au besoin, la cession pourrait n'être qu'une faveur réservée à quelques créanciers (3). Un

1. On a d'ailleurs constaté les indices d'une transformation de l'économat en société coopérative par suite de l'extension de plus en plus grande du contrôle des ouvriers sur la gestion de l'économat.

2. Enquête p. 42. — En Belgique v. propos. en ce sens. Doc. parlém. Ch. des représentants session 1886-87, p. 136.

3. Sur la détermination de ces « créanciers intéressants » p. 77

système semblable existe pour les marins, sur le salaire desquels aucune opposition ne peut être formée par leurs créanciers « à moins que les sommes réclamées ne soient dues par eux ou par leurs familles pour loyers de maisons, subsistances et vêtements qui leur auraient été fournis du consentement du commissaire à l'inscription maritime et que cette avance n'ait été préalablement apostillée sur les registres et matricules des gens de mer » (1). Cette cessibilité aurait l'avantage de permettre à l'ouvrier nouvellement arrivé dans une localité de se procurer un logement et une pension.

Cependant nous croyons que l'incessibilité doit suivre l'insaisissabilité, elles se tiennent intimement liées et se complètent l'une par l'autre. Si l'insaisissabilité protège l'ouvrier contre la rigueur de créanciers qui le plus souvent l'ont exploité, l'incessibilité protégera vraiment l'ouvrier contre lui-même.

Le Conseil supérieur du travail dans sa séance du 16 juin 1900 s'est prononcé en faveur de l'insaisissabilité et de l'incessibilité : 1^o des salaires des ouvriers et gens de service ; 3^o des appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires qui ne dépassent pas 3.000 francs par an sauf en ce qui concerne les dettes alimentaires prévues par les articles 203 et suivants du Code civil.

Prohibition de la compensation du salaire avec les créances du patron. — On ne s'est nulle part occupé

1. Régl. gén. du 17 juillet 1846 art. 37 reproduisant presque textuellement l'art. 3 de l'ordon. du 1^{er} novembre 1743. — La loi de 1895 n'a nullement abrogé cette disposition. Boulogne 16 juillet 1897 D. 98, 2, 515.

de ce qu'il adviendra du patron. Le législateur avait pensé que la saisissabilité partielle qui diminuerait le crédit de l'ouvrier chez les fournisseurs serait une mesure excellente pourvu que fût conservé à l'ouvrier le crédit chez son patron (1) et il le lui avait maintenu de plusieurs façons.

Le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité absolues permettra-t-il de conserver quelques droits spéciaux en faveur du patron ?

Possesseur direct ou par intermédiaire d'un économat, le patron n'avait sous l'empire de la loi de 1895 que les droits d'un créancier ordinaire pour rentrer dans les créances de fournitures de vêtements et subsistances à l'égard de son ouvrier ou employé. — Comme créancier de droit commun, il n'aura plus la possibilité ni de se faire céder le salaire ni de le saisir. On arriverait de la sorte, indirectement à régler la question des économats, si l'on ne veut pas se décider à les supprimer.

La retenue du dixième pour avances en espèces ne survivra pas à la saisissabilité. Le crédit de l'ouvrier devenu purement personnel dépendra de la considération qu'il aura pu ou su s'acquérir et jamais le patron ne refusera de venir en aide à un ouvrier laborieux et honnête. Mais il ne faut pas confondre ces avances avec les acomptes effectués sur un travail en cours : ceux-ci en effet seront rendus plus fréquents, s'il en est besoin. Les acomptes constituent un paiement partiel du salaire et ils viendront non pas en compensation avec le salaire, mais en déduction du paiement du salaire (2).

1. Rapport Régismanset.

2. Desailly p. 47.

La compensation pour les outils, matériaux ou sommes avancées en vue de leur acquisition sur l'intégralité du salaire ne sera pas non plus maintenue. Cependant il est indispensable à l'ouvrier qui veut exercer certaines professions d'avoir des outils, il ne peut se les procurer que par le crédit. Or il ne trouvera ce crédit que chez son patron, si ce dernier n'a plus aucun privilège lui en garantissant le paiement ne va-t-il pas refuser toute avance ? Nous ne le pensons pas et nous constaterons que les Trades-Unions anglaises (notamment les unions d'ouvriers du bâtiment... la question se pose surtout pour eux) ont résolu la difficulté par la mutualité (1).

En ce qui concerne les matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, il ne les reçoit que pour les employer ou les transformer, il sera passible des peines de l'abus de confiance s'il manque de les affecter à l'usage qu'il a été chargé d'en faire. Le patron sera ainsi fortement armé vis-à-vis de l'ouvrier malhonnête, ou de mauvaise foi. Quant aux sommes avancées pour l'acquisition de ces matériaux, elles suivront une règle identique et l'article 408 du Code pénal leur sera applicable (2).

En fait, l'état de dépendance des ouvriers et des employés vis-à-vis de leur patron ne leur laissera guère de liberté pour s'opposer à toute compensation qui serait faite en violation de la défense, et maint procédé permettrait de tour-

1. P. de Rouziers, *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, 1897 p. 95.

2. Le rapport Régismanset faisait déjà cette remarque « La fourniture de matières ou matériaux ne saurait être assimilée à une créance ordinaire et le fait du non-remboursement de cette fourniture éveille l'idée de détournement ou d'abus de confiance » (Sénat, annexes 1894, n° 138, p. 176).

ner la prohibition légale. Aussi pourrait-on édicter des peines contre le patron qui abuserait de sa situation pour retenir sur les salaires ce qui lui serait dû, et organiser un système de surveillance auquel viendraient utilement coopérer les ouvriers. Ce n'est pas contester la valeur et la nécessité de l'inspection du travail par un corps de fonctionnaires que dire que sa puissance s'affermirait par la collaboration des syndicats, c'est-à-dire des ouvriers organisés qui, eux, sont « des inspecteurs de tout instant ».

Les retenues opérées par le patron resteraient possibles en ce qui concerne les versements à des caisses de retraites, les amendes et les malfaçons, mais un règlement d'atelier les précisant et les limitant devrait exister. Cependant des dangers peuvent en provenir, et si l'on peut espérer que le législateur interviendra pour assurer à tout ouvrier une retraite, on doit aussi souhaiter son intervention pour régler ou supprimer les amendes (1), pour déterminer les cas et les conditions de retenues pour malfaçons (2).

1. Propos. Ferroul du 29 mai 1890, projet adopté à la Chambre le 5 novembre 1892 ; Rapport Maxime Lecomte au Sénat le 28 avril 1894 ; Cons. sup. du trav. juin-juillet 1892, p. 214 ; Code du travail Groussier Ch. Ann. 1898, n° 33 p. 1427.

On peut se demander s'il ne serait pas préférable de supprimer les amendes et d'encourager le travail régulier par des primes en faveur de ceux qui se seraient distingués par leur conduite et leur application.

2. L'Office du travail de Belgique avait procédé à une enquête au sujet des malfaçons. V. avis des conseils de prud'hommes et des conseils de l'industrie et du travail concernant la retenue sur le salaire du chef d'indemnité pour malfaçon etc. Bruxelles 1899. — On s'était prononcé pour la limitation de la retenue à un dixième ou un cinquième.

La loi sur le contrat de travail du 10 mars 1900 dans ses art. 8 et 9 règle les retenues pour malfaçons. Après avoir établi l'obligation pour l'ouvrier de restituer en bon état au patron les outils et les matières premières restées

Le salaire des ouvriers sera donc déclaré entièrement insaisissable et incessible ; il en sera de même des gages des gens de service.

Pour les employés ou commis des particuliers, pour les fonctionnaires, l'insaisissabilité va trouver une limite, quand les traitements ou les appointements n'ont plus un caractère alimentaire, quand ils sont plus que suffisants à assurer l'existence des employés et de leur famille. Les inconvenients qu'a produits la saisissabilité se sont manifestés à l'égard des petits employés comme à l'égard des ouvriers et quand nous parlions des salaires, on pouvait presque toujours appliquer les mêmes faits aux appointements ou traitements.

Mais où trouver des éléments propres à nous éclairer pour la fixation de cette limite ? Conservera-t-on le chiffre de 2000 francs établi par la loi du 12 janvier 1895 ? Toute fixation est en elle-même arbitraire, et l'application ne saurait produire des résultats identiques dans l'ensemble de la France. Le Conseil supérieur du travail place la limite de l'insaisissabilité à 3000 francs par an (1). Il nous semble

sans emploi qui leur ont été confiées, la loi belge pose la responsabilité de l'ouvrier aux cas de malfaçons résultant de sa faute, d'emploi abusif des matériaux, de destruction ou de détérioration de matériel, outillage, matières premières ou produits. Les retenues pour indemnités en dommages-intérêts ne peuvent être opérées que jusqu'à concurrence du cinquième de la somme payable à chaque échéance (sauf s'il y a eu dol de la part de l'ouvrier ou si celui-ci a volontairement mis fin à son engagement avant la liquidation de l'indemnité). L'ouvrier n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit. Il n'est plus tenu des malfaçons après la réception de l'ouvrage (la loi du 15 juin 1896 détermine les dispositions applicables aux règlements d'atelier).

1. Session de juin 1900, pp. 452, 524. — On avait proposé d'autres chiffres (2.000, 2.400, 3.600 francs).

préférable d'accepter le chiffre de 2400 francs : il représente une moyenne que le législateur a déjà adoptée pour la détermination de l'indemnité de la victime d'un accident du travail. On avait estimé qu'au delà de ce chiffre absolument nécessaire aux besoins de l'ouvrier et à ceux de sa famille, celui-ci pourrait prélever la somme nécessaire pour assurer sa subsistance et son repos sur ses vieux jours (1). — On mettrait ainsi mieux en harmonie les dispositions législatives.

Au-dessus de 2400 francs, on n'en reviendrait pas à la saisissabilité complète et on ne laisserait pas à la jurisprudence le soin d'établir la quotité saisissable des traitements supérieurs au chiffre déterminé. Pour ces employés gagnant des appointements élevés ou ayant le droit de participer aux bénéfices, il est difficile d'apprécier quelle doit être la portion vraiment nécessaire aux besoins du saisi et de sa famille. Les juges se baseraient sur les dépenses annuelles du saisi, dépenses qui ne sont souvent que la conséquence d'habitudes de luxe, on aurait à redouter l'arbitraire et beaucoup trouveraient dangereuse cette immixtion du juge dans les comptes de dépenses des particuliers. Aussi faut-il établir une quotité saisissable soit fixe (un tiers par exemple), soit variable avec le chiffre des appointements (un cinquième jusqu'à 5000 francs, un tiers au-dessous).

La procédure spéciale de la loi de 1895 serait employée pour pratiquer la saisie-arrêt dans la mesure où elle serait possible. On conserverait la déclaration affirmative du patron qui serait rendue plus utile que jamais en raison des

1. Art. 2 de la loi du 9 avril 1898. — Sur la fixation de ce chiffre de 2.400 francs v. la séance du Sénat le 3 mars 1898.

difficultés d'évaluation des diverses sources de bénéfices venant augmenter le traitement.

On critiquera cette distinction entre l'ouvrier dont le salaire n'est jamais sujet à la saisie ni à la cession et l'employé qui voit son salaire saisi dès qu'il dépasse un certain chiffre. On répétera que c'est créer des inégalités sociales.

La distinction se justifie au contraire par la situation de l'employé et par les difficultés d'évaluation du salaire. L'employé a en effet une situation plus avantageuse que l'ouvrier : sa position est d'ordinaire plus stable, et c'est encore plus vrai du fonctionnaire qui ne connaît pas le chômage, ou du moins n'en souffre pas et qui a la certitude d'une retraite. Le calcul des appointements ou traitements annuels est facile, mais par quel chiffre multiplier le salaire journalier pour obtenir le salaire annuel ? Le rapport Vival (1) acceptait le chiffre de 300 jours de travail par an mais il est fort douteux que cette moyenne puisse être acceptée. D'ailleurs ce qu'il faudrait ce n'est pas une moyenne, c'est le chiffre réel du salaire sur lequel vit l'ouvrier.

Insaisissabilité et incessibilité des rentes et pensions ouvrières. — Quand le salaire ou le traitement vient à disparaître, il est souvent remplacé par un équivalent qui permet à l'ouvrier ou à l'employé de vivre.

Un accident est survenu à l'occasion du travail et a causé une incapacité permanente partielle ou absolue, une rente est accordée à la victime comme indemnité. Elle prend dans le patrimoine de l'ouvrier la place du salaire disparu

1. Chambre, Annexes 1893, p. 859

et désormais impossible en tout ou en partie, on a dit que la rente était « subrogée réellement au salaire », en d'autres termes, elle remplit le rôle qu'avait le salaire avant l'accident, elle subira le sort du salaire, elle est alimentaire comme lui et sera comme lui, insaisissable et incessible (1).

L'article 3 de la loi du 9 avril 1898 établit l'insaisissabilité et l'incessibilité des indemnités, accordées à la suite d'accidents du travail, mais cette loi n'ayant qu'une application limitée (elle ne profite pleinement qu'aux ouvriers et employés dont le salaire ou le traitement ne dépasse pas 2400 francs par an ; la rente en cas d'incapacité permanente n'est pas évaluée sur l'intégralité du salaire), si la victime d'un accident de travail obtenait par les moyens de droit commun une indemnité en capital ou en rente, le principe admis par la jurisprudence avant la loi de 1895 reprend son empire et la saisie serait possible dans la mesure où la créance ne présenterait pas un caractère élémentaire (2).

Une pension de retraite a été assurée au profit de l'ouvrier et de l'employé, soit qu'il ait subi des retenues sur son salaire pour la constituer, soit que le patron en ait seul supporté la charge, une certaine limitation de la saisie de la pension doit être adoptée. Des lois spéciales ont établi l'insaisissabilité et l'incessibilité partielles des retraites des fonctionnaires (3). Pour les pensions de retraite des ouvriers

1. Nîmes, 25 mars 1896, sous Cass. 14 mars 1899, S. 1900, 1, 494. — Lambert, pp. 133, 140, 153.

2. Caen, 19 juin 1893, D. 94, 2, 318 ; T. civ. Brive, 19 février 1896, D. 97-2, 409, S. 98, 2, 220.

3. Pour les pensions civiles et militaires dues par l'Etat et les administrations publiques : Déclar. du 7 janv. 1779, art. 1 et 13, loi des 18-22 août 1791, art. 4 ; arrêté consulaire 7 thermidor an X, loi du 11 avril 1831, art. 28, loi du 19 mai 1834, art. 20, du 18 juin 1850, art. 3, du 9 juin 1853, art. 26.

et employés, aucune loi n'en prononce l'insaisissabilité. La loi du 20 juillet 1886 déclare insaisissables et incessibles les rentes viagères constituées par la caisse nationale des retraites jusqu'à concurrence de 360 francs (art. 8) ; de même en est-il des « secours, pensions, contrats d'assurance, livrets et de toutes sommes ou titres » à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants pour un montant de 360 francs de rente annuelle et de 3000 de capital assuré (art. 12, loi du 1^{er} avril 1898). Cette protection est insuffisante (1).

Si les pensions ont été constituées à titre de libéralités par le patron ou l'établissement industriel, aux profit des ouvriers et employés, l'insaisissabilité sera absolue en vertu de l'article 581-4^o C.P.C. (sous la réserve de l'art. 582). Si la pension provient en tout ou en partie de retenues opérées sur le salaire ou le traitement, le juge aura le pouvoir de la déclarer insaisissable en tant qu'elle aura un caractère alimentaire (2).

Le Conseil supérieur du travail en 1896 (3) demandait que l'insaisissabilité et l'incessibilité des pensions de retraite des ouvriers et des employés fussent reconnues jusqu'à concurrence de 360 francs, il proposait un chiffre supérieur

1. Lambert, p. 296.

2. Caen, 19 juin 1893, S. 93, 2, 216 ; Angers, 21 déc. 1897, D. 97, 2, 224, S. 98, 2, 128 ; T. civ. Besançon, 10 mars 1898, D. 99, 2, 368 ; T. civ. Seine, 13 juin 1899, S. 1900, 2, 53 ; T. civ. Lyon, 15 déc. 1899, *Le Droit* du 5 mars 1900. — Garsonnet, *T. théor. et prat. de procédure*, t. III, § 552, p. 553. — Peu importe que les parties aient stipulé l'insaisissabilité. Les rentes viagères ne peuvent être déclarées insaisissables par le règlement qui fixe les retenues à prélever sur les salaires ou appointements que lorsqu'elles ont été constituées à titre gratuit.

3. Bull. Offic. du Travail, 1897, p. 31.

pour les indemnités attribuées en cas d'accidents et réclamait que toujours fût employée la procédure de la loi du 12 janvier 1895. On comprend en effet que l'insaisissabilité de la pension de retraite au profit d'ouvriers, gens de service, employés, soit moins large que celle de la rente d'invalidité, car l'ouvrier retraité n'a plus les charges de famille que peut avoir l'ouvrier invalide. Aussi, comme les inconvénients de la saisie se reproduisent quand il s'agit de saisir les pensions de retraite ou d'invalidité, nous admettrons l'insaisissabilité de ces pensions de retraite jusqu'à concurrence de 600 francs et pour les rentes attribuées à l'ouvrier à la suite d'accidents, l'insaisissabilité dans la même mesure que pour les salaires et traitements.

§ II. — L'insaisissabilité du salaire dans les pays étrangers.

La saisie et la cession de la totalité du salaire ne sont plus possibles que dans un petit nombre de pays (Portugal, Pays-Bas, Suisse, au moins dans la majorité des cantons (1), Italie (2)).

Beaucoup de législations partant de l'idée de saisissabilité en ont restreint la portée (Belgique, loi du 18 août 1887 (3), Neuchâtel, loi du 20 mai 1879, art. 18 (4), Russie, loi du

1. Un projet de loi fédérale en 1886 admettait l'insaisissabilité sauf pour les créances de fournitures d'objets de première nécessité. Sur les retenues faites par le patron, loi du 23 mars 1877. Ann. légis. étr. 1878, p. 581.

2. Un projet de loi avait été déposé à la Chambre italienne le 23 novembre 1893 demandant la saisissabilité d'un dixième au-dessous de 2 francs, d'un cinquième au-dessous de 4 francs. Grabinski, *Il pagamento e l'insaisissabilità dei salarii*, Bologne 1894.

3. Ann. lég. étr. 1888, p. 611.

4. Ann. lég. étr. 1879, p. 640.

3 juin 1886, art. 17 (1), Québec, loi du 30 juin 1881, chap. VIII et loi de 1888, chap. XXIV (2), Luxembourg, loi du 19 juillet 1895 (3), Roumanie, art. 409, C. P. C. modifié par la loi des 7-19 juin 1892 (4).

Mais le principe de l'insaisissabilité est admis dans de nombreux pays et notamment dans les nations qui ont acquis une grande puissance industrielle. En Angleterre, en Autriche, en Allemagne où les conditions du travail sont sensiblement analogues à ce qu'elles sont en France, l'insaisissabilité a été admise, elle y a réussi et personne ne songe à en contester la valeur (5). Dans ces législations, l'insaisissabilité est consacrée soit directement et pour le tout (Angleterre (6), Brésil (7), soit en n'admettant la saisie qu'après que l'échéance s'est écoulée sans que le paiement du salaire ait été réclamé (Allemagne, Autriche, Suède (8) soit en fixant un salaire de vie échappant entièrement aux poursuites des créanciers (Hongrie (9), Espagne (10). Le

1. Ann. 1886, p. 637. — Rosenberg, *Zur Arbeiterschutz Gesetzgebung in Russland*, Leipzig, 1895, p. 116. La distinction de la loi russe entre l'ouvrier chargé de famille et l'ouvrier célibataire est reproduite dans les lois de plusieurs Etats américains. Levasseur, *L'ouvrier américain*, t. I, p. 155.

2. Ann. 1888, p. 962.

3. Ann. 1896, p. 485.

4. Ann. 1892, p. 815.

5. Observ. de M. Jay, Cons. sup. du travail, juin 1900, p. 428.

6. Act. du 14 juillet 1870, 33 et 34 Vict. c. 30. La cession n'est pas prohibée, G. Cornil, *Du louage de services ou contrat de travail*, 1895, p. 143; De Ramaix, p. 117; Bry, *Histoire indust. et écon. de l'Angleterre*, 1900, p. 542.

7. Ann. 1877, p. 845.

8. C. Pr. exécutive suédois du 10 août 1877, art. 47.

9. Art. 62, loi LX sur la procédure du 1^{er} juin 1881 (l'insaisissabilité a lieu jusqu'à concurrence de 4 florin 50 par jour).

10. Les salaires inférieurs à 6 francs par jour sont insaisissables, c'est

plus souvent des réserves sont faites pour le recouvrement des impôts et pour le paiement des créances alimentaires. En Norvège une restriction est spécialement faite pour les cas où il s'agira du paiement des dommages-intérêts fondés sur un acte préjudiciable volontaire (1).

En *Allemagne*, aucune portion du salaire n'est expressément déclarée insaisissable ou incessible (2). Après plusieurs modifications successives, la loi du 21 juin 1869 en est arrivée à établir la situation suivante : la saisie ou la cession de tout salaire inférieure à 1.500 marks n'est possible qu'après que les travaux ou services ont été exécutés et que le jour où le salaire aurait dû être payé, s'est écoulé sans que l'ouvrier en ait réclamé le paiement. Sous le nom de salaire, on comprend toute rémunération, gages, traitements, honoraires... ayant pour but d'indemniser un individu des travaux qu'il a fournis ou des services qu'il a rendus en vertu d'un contrat de travail ou de louage de services absorbant entièrement ou principalement son activité (3). En réalité, c'est consacrer l'insaisissabilité et l'incessibilité (4) des salaires et traitements ne dépassant pas 1.500 marks. La saisie n'est alors recevable que de la part des personnes qui ont droit à des aliments et pour le recouvrement des impôts directs personnels ou des charges

l'insaisissabilité absolue des salaires, car en Espagne leur taux est presque toujours inférieur à cette somme.

1. Ann. 1890, p. 672 (l. du 29 mars 1890).

2. Des dispositions spéciales règlent la saisie du traitement des fonctionnaires. — Meyer, *Das Recht der Beschlagnahme*, pp. 53 et 102.

3. La loi autrichienne dit « exclusivement ou habituellement ».

4. Meyer, p. 78.

communales qui ne sont pas exigibles depuis plus de 3 mois.

Aucune compensation ne peut être opérée par le patron avec le salaire inférieur à 1.500 marks ; les pensions de retraite sont insaisissables dans la même mesure.

Mais au-dessus de 1.500 marks, la saisie du salaire est possible et en principe pour le tout ; la compensation invoquée par le patron est recevable dans les cas prévus par les §§ 115 et suivants de la loi sur l'industrie ; enfin les pensions de retraite sont saisissables pour le tiers.

La loi du 21 juin 1869 avait établi des distinctions qui n'étaient que l'écho des discussions juridiques auxquelles le principe même de l'insaisissabilité avait donné lieu et dont le législateur n'avait pu s'affranchir (1). Notre intention n'est pas de les reproduire, mais de montrer le caractère de la loi de 1869. Elle est une des premières lois de politique sociale. Le développement de la grande industrie avait amené la concentration des ouvriers ; ceux-ci devenus une force dans l'Etat, prétendaient à la protection de leurs intérêts par la loi et trouvaient pour les aider dans ce but d'ardents défenseurs (2). Ce fut Schulze-Delitsch qui souleva la question de l'insaisissabilité des salaires, il insistait sur l'intime parenté de la contrainte par corps et de la saisie et réclamait l'insaisissabilité du salaire comme conforme à la suppression de la contrainte par corps (qu'on

1. Pick, pp. 48, 54.

1. Le § 400 du C. Civ. allemand établit l'incessibilité de toute somme insaisissable.

2. Pick, p. 18. — Nous avons vu combien cette analogie était fausse, *supra*, p. 5, et elle avait été constatée en Allemagne, Koch, p. 44.

venait d'admettre). Sans appui sur aucune autre législation, l'insaisissabilité fut admise en Allemagne sur la base de l'analogie avec la contrainte par corps pour donner satisfaction aux réclamations des ouvriers. « Lorsqu'il s'agit pour l'ouvrier de son salaire, la capacité de fournir le travail est une partie importante de sa personnalité. Jamais on ne peut toucher à la capacité personnelle d'un individu soit en lui enlevant la liberté (contrainte par corps) soit en affaiblissant ou en supprimant le stimulant qui le pousse à accomplir son travail (saisissabilité) sans la paralyser complètement... ; comme on détruit dans le premier cas les conditions physiques, on détruit dans le second les conditions morales. On enlève à l'ouvrier l'éperon, l'aiguillon au travail, on supprime une condition qui serait nécessaire pour que le travail fût convenablement fourni, pour que la bonne volonté du travailleur lui permit de mieux exercer sa force et son adresse. Il en est ainsi qu'il s'agisse des conditions physiques ou des conditions morales » (1). Il y avait aussi chez Schulze-Delitsch une persuasion profonde que le principe de l'insaisissabilité serait bon et salubre aux ouvriers en supprimant le crédit trop large qu'on leur accordait et qui les poussait à des dépenses inutiles ; il espérait enfin que ce serait un moyen de les amener aux associations de crédit (2).

La loi du 21 juin 1869 subit des modifications successives assez nombreuses. Le Code de procédure de 1877 dans son article 749, al. 3, avait élargi l'insaisissabilité (de 400 thal-

1. Pick, p. 60 et 29.

2. Hopf, *l. c.*, p. 26.

lers à 1500 marks); la loi du 29 mars 1897 (1) a spécifié et limité les cas où la saisie et la cession peuvent avoir lieu de la part de personnes ayant droit aux aliments. Elle accorde le droit de saisir aux descendants et aux ascendants, au conjoint actuel ou au conjoint par précédent mariage, pour le temps qui suit l'introduction de la demande et pour le dernier trimestre qui l'a précédée. Elle étend cette mesure de faveur au droit alimentaire de l'enfant naturel, parce qu'elle a voulu empêcher que le père de l'enfant naturel ne puisse se soustraire à l'obligation alimentaire que la loi lui impose. Mais, par contre, elle n'a pas voulu compromettre le droit aux aliments des autres intéressés : à l'enfant naturel, elle préfère le conjoint et les parents légitimes, mettant ainsi la loi de 1869 en harmonie avec le nouveau Code civil (2). La loi du 29 mars 1897 a de plus introduit une disposition dans l'art. 749 C. P. C., d'après laquelle sont déclarées insaisissables les sommes à percevoir des caisses d'assurance pour maladie ou invalidité et des caisses de retraite. L'art. III de la loi d'introduction du Code de procédure civile du 17 mai 1898 avait supprimé la distinction des ouvriers ayant une position stable ou non, introduite dans la loi de 1869 (3).

La question de la compensation par le patron avait été résolue par la *Gewerbeordnung* du 21 juin 1869; des modifications y furent apportées par les lois du 17 juillet 1878, 1^{er} juillet 1883 et 1^{er} juin 1891 (4). Souvent les patrons se

1. Ann. lég. étr. 1897, p. 149.

2. Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik, 1897, p. 455.

3. V. sous la loi autrichienne, p. 109.

4. Ann. lég. étr., 1891, p. 177.

faisaient céder les créances contre leurs ouvriers, spéculant sur ces cessions, puis imposaient des retenues sur les salaires. De plus, les inconvénients du *truck system* (*Tauschsystem*) s'étaient fait vivement sentir et on voulait les éviter. Aux termes des §§ 115 et suivants de la *Gewerbeordnung*, les patrons ne pouvaient pas opérer de compensation entre le montant des salaires dus à leurs ouvriers et les sommes que ceux-ci leur devaient pour marchandises fournies. Mais les aliments livrés par le patron à ses ouvriers, au prix coûtant, échappaient à cette prohibition, et les patrons pouvaient fournir à charge d'imputation sur les salaires, le logement, le chauffage, l'éclairage... ainsi que des outils et matériaux nécessaires à leur travail (1).

En dehors de ces cas, la compensation était-elle possible ? Les mêmes raisons qui empêchent la saisie des salaires par les créanciers imposent que l'ouvrier ne subisse aucune retenue pratiquée par le patron sur le salaire, notamment

1. § 115. — Les patrons sont tenus de payer comptant et en monnaie ayant cours dans l'Empire les salaires des ouvriers.

Ils ne doivent pas imputer de marchandises sur les salaires. La livraison d'aliments (*Lebensmitteln*) faite aux ouvriers au prix de revient ne tombe pas sous cette prohibition. Les patrons peuvent aussi fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, le logement, la jouissance d'un terrain pour le prix de louage ou de fermage en usage dans le lieu, le chauffage, l'éclairage, les frais de pension ordinaire, les médicaments et les soins médicaux ainsi que les outils et matériaux pour leur travail. La livraison d'outils et de matériaux au cas de travail aux pièces peut être faite à un prix plus élevé pourvu qu'il ne dépasse pas celui du lieu, et qu'il soit fixé à l'avance.

§ 115 a. — Les paiements de salaires et les acomptes ne peuvent être effectués dans des auberges, débits de boissons ou magasins de vente, sans l'approbation de l'autorité administrative inférieure. Ils ne peuvent pas non plus être effectués au profit de tiers en vertu de conventions ou titres qui sont déclarés sans effet par le § 2 de la loi sur la saisie des salaires des ouvriers et des gens de service, du 21 juin 1869.

pour avances en espèces, détérioration de matériel, etc. La jurisprudence allemande avait parfois écarté les compensations de cette nature en leur attribuant un caractère immoral, mais jusqu'au nouveau Code civil, on discutait la valeur de cette interprétation. Les auteurs se prononçaient soit pour la validité de la compensation, à moins qu'elle ne fût expressément défendue par la loi (1), soit pour la limitation de la compensation aux créances du patron se rattachant directement à la créance (salaire) de l'ouvrier (2), soit enfin pour la nullité de toute compensation de ce genre (3). En fait, la pratique admettait la compensation (4).

Cette situation s'est trouvée modifiée depuis le 1^{er} janvier 1900 par la mise en vigueur du § 394 du Code civil allemand. Aux termes de ce § 394, toute créance insaisissable échappe à la compensation. La combinaison de ce texte avec les §§ 115 à 119 de la loi sur l'industrie a donné lieu à des difficultés, car ces dispositions ont été partiellement abrogées par le nouveau Code civil (5). La loi sur l'industrie a depuis été remaniée, le texte complet en a été publié le 26 juillet 1900 (6) mais aucune modification n'a été apportée au sujet de la compensation.

1. Mandry, *die civilrechtliche Inhalt der Reichsgesetze*, p. 216.

2. Dernburg, *Lehrbuch des preussischen Privatrechts*, t. II, 2^e édit., p. 256.

3. V. les auteurs cités en note sous un jugement rapporté dans les *Eutscheidungen des Reichsgerichts in Civilsachen*, vol. 41, p. 55.

4. Stadthagen, *das Arbeiterrecht*, 1^{re} édit. 1895, p. 99.

5. Neukamp, *das Verhältniss des B. G. B. zur Reichsgewerbeordnung* dans *Verwaltungsarchiv*, 1896, t. V. p. 225, 244, 253 à 256 ; Stadthagen, *das Arbeiterrecht*, 1900, p. 140, 151, 153 ; Meyer, *das Recht der Beschlagnahme...* 1900, p. 36 à 42. — Comp. Oertmann, *die volkswirtschaftliche Bedeutung des burger. Gesetzbuches fur das deutsche Reich*, 1900, p. 65.

6. Reichsgesetzblatt, 1900, n^o 47, p. 871.

En principe, aucune retenue ou compensation ne peut être effectuée sur le salaire de l'ouvrier, sur le traitement de l'employé lorsque le montant total ne dépasse pas 1.500 marks. Quant aux retenues prévues par le § 115 de la loi sur l'industrie (1), elles ne sont plus recevables que du consentement de l'ouvrier. Le patron ne peut plus les lui imposer et en cas de refus de la part de l'ouvrier, le patron n'a plus que les droits d'un créancier ordinaire. Ce consentement ne doit pas d'ailleurs intervenir nécessairement à l'avance et en termes exprès (2). La compensation légale est donc impossible; seule est valable la compensation conventionnelle.

En Autriche, la loi du 29 avril 1878 (3) fut votée à une époque où le gouvernement s'efforçait d'atteindre à une unité de droit avec l'Empire allemand, aussi reproduit-elle complètement la loi du 21 juin 1869 déjà appliquée en Allemagne et dont l'exposé des motifs de la loi autrichienne dit qu'on a apprécié les résultats. Mais le législateur obéissait en même temps à d'autres buts; si la saisie avait révélé des inconvénients (4), on cherchait surtout à donner satisfaction aux classes ouvrières et à dériver des agitations qu'on sentait prêtes à éclater. Comme en Allemagne, la po-

1. De même en vertu du § 117, des retenues à affecter à des institutions établies pour améliorer le sort des ouvriers ou de leur famille. — V. aussi § 134, al. 2.

2. Meyer, p. 402; Dernburg, das burger. Recht, t. II. p. 293 (1899). — Motive zum B. G. B., t. II, p. 113.

3. Ann. légis. étr., 1873, p. 242. La loi de 1873 fut étendue aux pensions de retraite par la loi du 26 mai 1888 (Ann. 1888, p. 435) et modifiée par la loi du 27 mai 1896 (Ann. 1896, p. 254).

4. V. *supra*, p. 36.

litique sociale (on disait alors le libéralisme) naissait et la loi de 1873 est une des premières lois qui en proviennent (1).

La législation autrichienne a conservé la distinction qu'avait posée la loi allemande de 1869 entre les ouvriers et les employés suivant qu'ils ont ou non une « position stable ». Par position stable, il faut entendre celle dont la durée est fixée par la loi, la convention ou l'usage, à un an au moins, ou celle pour laquelle l'ouvrier, l'employé étant engagés pour une durée illimitée ne peuvent être congédiés qu'après un délai de 3 mois au moins. Le salaire d'un ouvrier, le traitement d'un employé n'ayant pas une position stable n'est saisissable ou cessible que pour le tiers du montant de la rémunération et seulement quand les travaux ou services ont été exécutés ou prestés, et après que le jour de l'échéance est expiré. Pour l'ouvrier ou l'employé ayant une position stable, son salaire ou traitement est insaisissable s'il ne dépasse pas 800 florins, et au-dessous de ce chiffre, n'est saisissable que pour un tiers. Les pensions assurées par les sociétés de secours mutuels à leurs membres ou les retraites constituées par les patrons au profit de leurs ouvriers et employés sont insaisissables jusqu'à concurrence de 500 florins. Mais la saisie ne peut-être refusée pour les créances alimentaires et les impôts.

Quant aux fonctionnaires (2), leur traitement n'est saisissable qu'au-dessus de 600 florins et pour un tiers seule-

1. Pick, p. 24, 26. — L'insaisissabilité absolue avait été admise par la loi du 23 mai 1854, en faveur des mineurs.

2. Le bénéfice de la loi de 1873 avait été étendu aux fonctionnaires par une loi du 24 avril 1882.

ment. Lorsque c'est un créancier faisant valoir les droits dérivant de l'obligation alimentaire que se doivent certains parents, la saisie est possible à partir de 300 florins. Les pensions de retraite des fonctionnaires ou les pensions accordées à leurs veuves sont insaisissables jusqu'à concurrence de 350 florins.

§ III. — Fonctionnement de l'insaisissabilité.

1. L'insaisissabilité étant un principe d'ordre public, on ne peut y renoncer. Mais pour que l'insaisissabilité s'applique, il faut qu'il s'agisse d'un gain du travail et que ce gain n'ait pas perdu son caractère économique.

Tout ce qui n'est pas un gain du travail est en dehors de l'objet de l'insaisissabilité absolue, même si c'était un gain dérivant d'un contrat de louage de services. Ainsi des dommages-intérêts attribués à un ouvrier ou à un employé pour défaut d'exécution des obligations prises par le patron ne rentrent pas dans la prohibition. De même pour l'indemnité due par suite d'accident ayant occasionné une incapacité permanente totale ou partielle, quoique cette indemnité remplace le salaire (1) ; il faudrait donc en dehors de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, en revenir au droit commun. La saisie redevient également possible quand le gain attribué à l'ouvrier, à l'employé n'est pas soumis à son influence directe, n'est pas le résultat de son travail : c'est un commis intéressé, un associé placé dans une société de

1. *Supra*, p. 98.

commerce et recevant un traitement, au directeur de fabrique à qui est accordé un tantième. S'il s'agit au contraire d'une participation aux bénéfices suite du travail propre de l'employé, le principe de l'insaisissabilité reparaît. La distinction deviendra difficile en pratique, car il arrivera que l'augmentation de la part proportionnelle accordée au commis, à l'associé, au directeur sera une suite de son propre travail, mais il peut y avoir des cas où le salaire, le traitement monteront en raison de circonstances étrangères à la sphère d'action du commis ou du directeur et où cette augmentation ne sera pas un résultat de leur travail (1).

Le résultat du travail (salaire, traitement..), redevient saisissable, s'il a changé de caractère économique. Il est bien évident que si un ouvrier a fait des économies et a effectué un placement avec ces économies, la saisie-arrêt ordinaire serait applicable et en vain l'ouvrier viendrait soutenir que c'est avec son salaire déclaré insaisissable par la loi qu'il a fait ce placement. L'insaisissabilité cesserait aussi si l'ouvrier laissait s'accumuler les salaires chez son patron, car les salaires perdent alors leur caractère alimentaire et la saisie serait valablement pratiquée entre les mains du patron par le créancier de l'ouvrier, seulement il resterait à déterminer à dater de quel moment le caractère du salaire aurait été changé (2). De même au cas de transfert de la créance du salaire ou du traitement aux héritiers, la saisie est recevable, car cette créance qui pour

1. Pick, *l. c.*, 36, 43.

2. Comp. Caen, 13 juill. 1898. Rec. Rouen, 1898. 2. 465. V. cependant T. civ. Seine, 1^{er} juin 1897, D. 98. 2. 65.

le *de cujus* provenait de son travail, est un revenu qui arrive aux héritiers sans travail (1).

II. L'insaisissabilité et l'incessibilité, du salaire de l'ouvrier pour la totalité, du traitement de l'employé et du fonctionnaire jusqu'à concurrence de 2.400 francs donnera une importance essentielle à la distinction de l'ouvrier et de l'employé. Quant au fonctionnaire il est facile de le reconnaître ; mais parfois la distinction entre ouvriers et employés sera délicate.

L'ouvrier exerce un travail manuel ayant pour objet de créer, de transformer ou de transporter un produit (2). L'employé est un auxiliaire de la direction dont la profession est intellectuelle plutôt que manuelle ; ainsi, un contre-maître est un ouvrier, à moins que son rôle ne consiste exclusivement à diriger ou à surveiller (3). Il ne faut en effet s'attacher ni au procédé de rémunération (salaire au temps, salaire à la tâche), ni au mode du paiement (journalier, mensuel ou annuel), ni au plus ou moins de permanence de l'emploi, sans nier cependant que ces diverses circonstances ne puissent influencer sur l'appréciation des faits.

III. Des difficultés naîtront pour évaluer les appointements. Nous avons montré que les allocations en nature

1. Pour parer à ce résultat, le Conseil supérieur du travail dans un projet de loi sur l'insaisissabilité des pensions ouvrières étendait le bénéfice de la loi aux rentes ou indemnités qui au décès de l'intéressé n'ont point encore été payées.

2. Des exceptions sont admises par la jurisprudence. T. civ. Seine, 18 mai 1897. D. 98. 2. 515, Paris, 9 déc. 1898, D. 1900. 2. 188.

3. T. paix de Grand-Couronne, 25 mars 1896, S. 98. 2. 285, D. 97. 2. 354, note 3.

devaient être comprises dans le calcul du montant des traitements. Il sera nécessaire de procéder à l'évaluation des indemnités de logement, de nourriture, on tiendra compte des travaux supplémentaires, des gratifications normales dues à l'employé, et des parts de bénéfices accordées aux employés en tant qu'elles se rattachent à leur travail et proviennent de leur activité propre (1). On doit considérer le traitement brut, et si des retenues ont été faites pour constituer des pensions de retraites, on n'opèrera aucune déduction pour appliquer la loi.

L'évaluation du traitement est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de personnes qu'un contrat de louage de services ne lie pas pour la durée d'une année, par exemple les acteurs qui prennent des engagements mensuels. La situation du créancier ne laisse pas d'être embarrassante, car il lui faudra rechercher si le traitement annuel de son débiteur atteint 2.400 francs, en ne comptant que les mois pendant lesquels l'acteur a joué, et logiquement la solution serait semblable en présence d'acteurs ou de chanteurs payés au cachet (2).

IV. L'insaisissabilité doit céder devant certaines créances qui, faute de pouvoir être exercées, mettraient en danger l'existence des créanciers et qui sont fondées sur des liens de famille; ce sont les créances alimentaires. Il y a alors lutte entre le débiteur et le créancier, une question d'existence se pose pour chacun d'eux. Les créances alimen-

1. Comp. T. civ. Lyon, 13 mars 1897, D. 97. 2. 357; T. civ. Lille, 2 mars 1896, D. 97. 2. 43.

2. V. Pabon, 2^e éd., n^o 174 *bis*. — T. civ. Montpellier, 25 nov. 1896, D. 97. 2. 44, S. 98. 2. 84.

taires sont celles qui dérivent de l'obligation imposée à certaines personnes de fournir des aliments, c'est-à-dire les sommes nécessaires pour subsister, à d'autres qui sont dans l'indigence (1) ; elles sont prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214, 301 et 349 du Code civil. Le législateur pourrait ajouter une disposition spéciale établissant les droits de la femme mariée sur les salaires du mari. Lorsque le mari ne subviendrait pas aux besoins du ménage (pour quelque cause que ce soit, abandon du domicile conjugal ou dépenses exagérées) la femme obtiendrait du juge de paix l'autorisation de pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants. Les mêmes droits appartiendraient au mari si la femme ayant des ressources ne subvenait pas dans la mesure de ses facultés aux besoins des enfants mineurs restés à la charge du mari (2).

La saisie et la cession sont alors valables en principe pour l'intégralité du salaire ou du traitement ; cela ne saurait compromettre l'existence du débiteur puisque la pension alimentaire est déterminée d'après les besoins du parent créancier et les ressources du parent débiteur. Si des circonstances nouvelles venaient modifier la situation de l'ouvrier ou de l'employé et que son salaire ou son traitement fût diminué, il obtiendrait du Tribunal qui a réglé le montant primitif de la pension une diminution, une réduction de sa dette alimentaire (3).

1. Cons. sup. du trav., juin 1900, p. 429 (observations de M. Jay).

2. Propos. de Code du travail Groussier (art. 220 et 221). Toutefois il ne faudrait pas croire à la pleine efficacité d'une telle disposition. L'ouvrier se

Trois étapes successives ont été franchies en ce qui concerne la saisie et la cession des salaires.

D'abord la saisissabilité absolue avait paru s'imposer comme une conséquence logique des principes sur le paiement et l'exécution, mais la rigueur en fut vite tempérée par la jurisprudence. Puis la saisissabilité partielle devint légale : on avait voulu équilibrer les intérêts en présence et l'expérience de la loi de 1895 révéla combien la limitation de la saisie était nuisible à la classe ouvrière. C'est qu'en matière de lois sociales, les transactions sont d'ordinaire inutiles ou désastreuses, et c'est une loi sociale que celle qui veut assurer à l'ouvrier et à l'employé la possession et la libre disposition de leur salaire ou traitement, ressource essentielle sinon unique de leur existence, — loi sociale aussi celle qui protégeant l'ouvrier contre des engagements inconsidérés permet au salaire de mieux atteindre son but qui est l'entretien de la famille. Et comme terme de cette évolution l'insaisissabilité absolue apparaît désormais comme le seul moyen de répondre aux besoins de la vie sociale.

Qu'on ne reproche pas au législateur de créer un droit spécial à la classe ouvrière, de même qu'il intervient pour réglementer le travail sous la pression des faits et en vertu d'une notion chaque jour plus nette de la solidarité sociale, il reste dans les limites de ses pouvoirs en protégeant le produit du travail des ouvriers et employés. — L'insaisissabilité du salaire n'est pas non plus une question de sentiment. Personne ne niera que le droit pour progresser doit parfois atténuer ses conséquences logiques et faire brèche à des

soustraira facilement à la saisie en quittant l'usine ou l'atelier dans lesquels il travaillait.

principes formels pour se modeler sur les nécessités de la vie.

La société a enfin grand intérêt à ce que la masse des humbles que constituent les ouvriers et les petits employés ne soit pas dans une situation d'infériorité qui ne fasse qu'accentuer les différences qui la séparent des autres classes. La saisie qui absorbe le salaire sans laisser à l'ouvrier une somme suffisante pour sa subsistance et pour celle de sa famille, sans lui permettre de donner satisfaction à ses besoins intellectuels et moraux est un acte contraire à la solidarité sociale. Or si une classe du groupe social souffre, toutes les autres en subissent les conséquences et comme le contre-coup ; l'amélioration du sort de cette classe ne pourra que profiter à toutes les autres. L'insaisissabilité absolue rendra meilleure la situation de la classe ouvrière, les conditions d'existence et de travail lui seront facilitées, et pour beaucoup le salaire se trouvera augmenté de la quotité auparavant saisissable et cessible.

La transition du système de la loi de 1895 au système de l'insaisissabilité absolue pourra présenter des difficultés, mais elles s'aplaniront de bonne heure. L'insaisissabilité favorable à l'ouvrier et à l'employé tournera finalement, ainsi que nous l'avons montré, au profit du patron et des créanciers, c'est-à-dire au profit de tous.

On a d'ailleurs fait remarquer que ce sont en général les pays les plus arriérés qui sont restés fidèles à la saisissabilité tandis que les grandes nations industrielles ont proclamé nécessaire au développement de l'industrie l'insaisissabilité absolue (1).

1. Peut-être opposerait-on à cette assertion qu'en Belgique le système de la

Mais l'insaisissabilité des salaires et des traitements ne suffit pas ; on doit y joindre l'incessibilité, refuser au patron l'existence de toute compensation et aussi protéger les pensions ouvrières. En définitive, nous en arrivons donc aux conclusions suivantes :

« Sont déclarés insaisissables et incessibles : 1^o les salaires des ouvriers et des gens de service ; 2^o les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires qui ne dépassent pas 2.400 francs par an. Au-dessus de 2.400 francs les appointements et traitements sont saisissables et cessibles pour un tiers.

« Les pensions de retraites sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 600 francs ; les rentes accordées à la suite d'accidents du travail sont insaisissables et incessibles dans la même mesure que les salaires.

« Les saisies et cessions faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214, 301 (1) et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

« La saisie-arrêt dans les cas où elle est recevable, ne

saisissabilité partielle n'a pas donné de mauvais résultats. En réalité, si aucune enquête n'a mis en lumière les conséquences de la saisie des salaires en Belgique, et si le législateur ne semble pas disposé à admettre l'insaisissabilité absolue, ce n'est pas à dire qu'on ne l'ait pas demandée. Déjà en 1886, l'enquête de la Commission du travail, relève de nombreuses réponses en faveur de l'insaisissabilité qu'on indiquait comme le seul moyen de réprimer les abus du mauvais crédit (tome I, p. 1158 et s., t. II, p. 289, 298). Dans la récente enquête de l'Office du Travail belge sur les retenues pour malfaçons, on peut mentionner aussi quelques opinions ou tendances, en faveur de l'insaisissabilité absolue (p. 55, 156, 157, 188, 205).

1. La loi de 1895 avait oublié de mentionner l'art. 301 dans l'énumération des dettes alimentaires (art. 3).

pourra être pratiquée qu'en suivant la procédure des articles 6 et suivants de la loi du 12 janvier 1895.

« Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues pour quelque cause que ce soit en dehors d'une exception de la loi (1). Tout patron qui en dépit de la prohibition opérerait une compensation pour fournitures diverses ou avances en argent sera passible d'une amende. Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances ».

La loi du 12 janvier 1895 aura été une loi d'essai. Elles sont nombreuses maintenant les lois servant d'expérience préalable, elles sont indispensables à une parfaite adaptation juridique. Il ne faut pas voir dans la nécessité de ces modifications et de ces changements la preuve d'une élaboration trop rapide ou inconsciente : au contraire on doit se réjouir de cet assouplissement de la loi qui sans viser à régler une situation pour de longues périodes cherche à parer aux abus, à satisfaire des besoins souvent durables mais parfois temporaires, par des mesures dont l'épreuve de la pratique consacre la valeur et « c'est par une telle politique expérimentale, docile toujours à la leçon des faits, procédant scientifiquement qu'on pourra constamment améliorer la condition des travailleurs ».

1. Le législateur devrait régler les retenues pour amendes et malfaçons.

On peut espérer qu'une loi sur les retraites ouvrières viendra rendre inutile les retenues pour constitution de retraites.

VU :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

VU :

Le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Bender.** — Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, 1900, p. 28 et 113.
- Bender.** — Le salaire effectif, sa protection par la loi. Thèse, Lyon, 1898.
- Boca Charles.** — Considérations en faveur de l'insaisissabilité complète des salaires au point de vue social, légal et moral.
- Conseil supérieur du travail**, 9^e session, juin 1900, p. 415 à 463. Paris, Imp. nation., 1900.
- Desailly.** — Etude sur la loi du 12 janvier 1895. Thèse, Paris, 1896.
- Enquête** de la Commission du travail de Belgique, concernant le travail industriel. Bruxelles, 2 vol.
- D'Hooghe.** — Traité sur la saisie-arrêt, 2^e éd. Bordeaux, 1897.
- Hopf J.** — Die Verkümmerng der Arbeits-und Dienstlöhne. Gotha, 1868.
- Josserand.** — Les allocations en nature doivent-elles être comprises dans les salaire, appointement ou traitement pour l'application de la loi du 12 janvier 1895. Quest. prat. de légis. ouv. 1900, p. 189.
- Koch R.** — Ueber die Zulaessigkeit der Beschlagnahme von Arbeits-und Dienst-Löhnen. Berlin, 1869.
- Lambert.** — Essai sur la protection légale du salaire. Thèse, Montpellier, 1896.
- Légier-Desgranges.** — Des saisies et cessions de salaires. Thèse, Caen, 1895.
- Lyon-Caen.** — Rapports sur le projet de loi, concernant les salaires des ouvriers et employés. Paris, Imp. nat., 1890.
- Meyer.** — Das Recht der Beschlagnahme von Lohn-und Gehaltsforderungen. Berlin, 1900.
- Office du travail.** — Saisie-arrêt sur les salaires. Paris, 1899.
- Pabon.** — Traité de la saisie-arrêt des salaires, 1895.

- Pick.** — Die Lohnbeschlagnahme nach oesterreichischem und deutschem Rechte. Vienne, 1900.
- De Ramaix.** — La réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis. Bruxelles, 1889.
- Stadthagen.** — Das Arbeiterrecht. Stuttgart, 1900.
- Van Nérôm.** — Les lois ouvrières et sociales en Belgique. Bruxelles, 1890.
- (**Verhandlungen**) des VII deutschen Juristentags, t. I. Berlin, 1868.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
Avant la loi du 12 janvier 1895 : saisissabilité et insaisissabilité absolue.....	2
Système de la jurisprudence.....	8
CHAPITRE PREMIER. — LES INCONVENIENTS DU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE. — LA LOI DU 12 JANVIER 1895.....	17
Solutions qui s'offraient au législateur.....	23
La saisissabilité dans les pays étrangers ; ses inconvénients.....	31
La loi du 12 janvier 1895.....	37
CHAPITRE II. — L'EXPÉRIENCE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895.....	41
L'enquête de l'Office du travail.....	43
1 ^o Exagération des frais	45
2 ^o Conséquences de la saisie.....	50
3 ^o Nature des dettes donnant lieu à saisie.....	57
4 ^o Difficultés d'évaluation de la quotité saisissable.....	62
5 ^o Défauts touchant à la procédure.....	65
CHAPITRE III. — LA RÉFORME DE LA LOI DE 1895.....	70
Réformes de procédure.....	71
Réformes diverses.....	74
Critique de ces réformes.....	76
CHAPITRE IV. — L'INSAISSISSABILITÉ ABSOLUE.....	79
§ 1. — <i>Le salaire doit-il être insaisissable</i>	80
Objections faites à l'insaisissabilité.....	84
Incessibilité.....	91
Prohibition de la compensation du salaire avec les créances du patron.....	92

L'insaisissabilité à l'égard des employés et fonctionnaires ...	96
Insaisissabilité des rentes et pensions.....	98
§ II. — <i>L'insaisissabilité du salaire dans les pays étrangers.</i>	101
§ III. — <i>Fonctionnement de l'insaisissabilité</i>	111
CONCLUSION.....	116
BIBLIOGRAPHIE	121

